

NUMERO D'ÉTÉ : 10 F
REPARUTION LE 6/9/84

le monde

Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°538 JEUDI 5 JUILLET 1984 / ÉTÉ / 10 F

Editorial

LE CAPITALISME NE CONNAIT PAS DE REPOS

ETE COMME HIVER

C'EST TOUJOURS L'EXPLOITATION

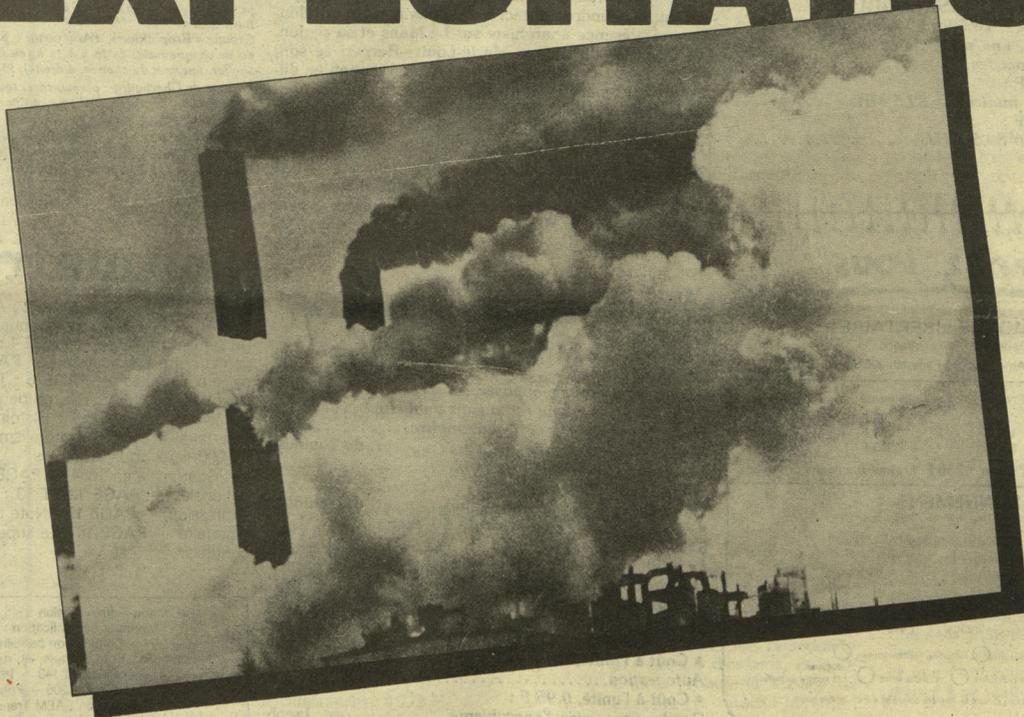
P OUR le monde du travail comme pour ceux qui résistent à l'ordre établi, le temps des vacances d'été est le moment de l'année où se préparent les mauvais coups du pouvoir en place. De l'augmentation du ticket de métro parisien à l'expulsion de Radio-Libertaire ou des squatters, il reste une constante : pas de vacances pour l'appareil d'Etat ! Sous le septennat de Giscard, le mois de juillet arrivait ponctuellement avec ses diverses augmentations du coût de la vie, y a-t-il une énorme différence avec l'actuelle majorité présidentielle ? Gauche ou droite, les mêmes trucs servent à faire casquer les cochons de payants ou à matraquer ceux qui ne restent pas dans le rang.

Devant le comité directeur du P.S., Jean Poperen a déclaré entre autres choses que la rigueur ne devait pas bénéficier qu'aux entreprises. S'interroge-t-on vraiment dans les hautes sphères du Parti socialiste sur le bien-fondé de la gérance de l'appareil d'Etat ? Ce n'est certes pas le cas de Jacques Delors qui persiste et signe dans son plan économique, le chômage augmentant et les conseils des ministres se succédant pour le constater.

Du côté opposition, on astique les cuivres pour 88, le problème majeur étant le choix du prétendant. Giscard d'Estaing et Barre, pour ne citer qu'eux, redoublent d'efforts, en ordre dispersé, pour remettre en marche la machine qui les aidera à reconquérir le pouvoir. Pendant ce temps-là, des milieux informés nous apprennent que Moscou et Washington accepteraient de négocier, en septembre, sur le contrôle des armements. La partie d'échecs continue...

Yvon Chottard, le « monsieur plus » du patronat français, à l'annonce de la mise en règlement judiciaire de Creusot-Loire, a déclaré que pour lui, il s'agissait là d'« une péripétie normale dans une économie de type libéral ». Le licenciement et le chômage doivent être aussi considérés par ce monsieur comme des péripéties normales de tout travailleur normal.

En 36, le patronat avait été obligé d'accorder les congés payés aux travailleurs qui, à travers toute la France, occupaient les usines. Rien ne s'obtient sans lutter, sous un gouvernement de droite comme sous un gouvernement de gauche ! Pendant les vacances, on « régénère » sa force de travail, dit-on ; pensons aussi à notre force de révolte pour la rentrée.



FP 2520

éditions



• Un poster a été édité par le groupe de Toulouse (dimension : 45 x 64). Il est vendu 10 F l'exemplaire.

• Les militants du groupe Marie-Louise Berneri ont publié cette affiche lors de la venue de Pierre-Martial Cardona lors d'une réunion publique sur les Ordonnances de 59. Cette affiche (50 x 55) est vendue 5 F l'unité et 0,70 F au-dessus de 10 exemplaires ; les commander à : Fédération anarchiste, Maison des associations, salle 33, 3^e étage, 4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans.

• Infos et analyses libertaires n°13 vient de paraître. Ce journal est édité par les groupes de Perpignan et de Béziers. Au sommaire : Tourisme, Lieux de vie, Lutte antifasciste, Interview de M. Auvray, Mineurs contre paysans, Epizootie, etc. Abonnement pour 5 numéros : 50 F (à l'ordre de C. Fleuriot) + 15 F (port), à adresser à C.E.S., B.P. 4030, 34325 Beziers cedex.

• Volonté anarchiste n°25 est parue : Du « Libertaire » au « Monde libertaire » : histoire du journal de l'organisation des anarchistes, de Maurice Joyeux. A travers son journal, c'est toute l'organisation anarchiste qu'on voit naître, se développer, avec ses grandes périodes de croissance, mais aussi avec ses maladies. Cette organisation, ce journal, Maurice Joyeux les connaît bien, lui qui, depuis bientôt près d'un demi-siècle, est de tous les combats. Il les connaît et il les fait revivre en ces quelques pages, avec toutes leurs qualités et leurs défauts.

Volonté anarchiste : le numéro : 20 F. Abonnement pour 8 numéros : 150 F, de soutien : 200 F. Règlement à adresser à : A.S.H., 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

• AUTOCOLLANTS DISPONIBLES

Coût à l'unité : 2 F ; 20 F les 50 exemplaires :
Français-Immigrés, une seule classe ouvrière.....
Halte aux crimes racistes..... gr. Libertad
Coût à l'unité, 1 F :
R.-L., la voix sans maître sur 89,5 MHz.....
Coût à l'unité, 6 F :
Radio-Libertaire sur 89,5 MHz.....

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie :

le samedi de 15 h à 17 h,
à la librairie du Monde libertaire.

communiqués

• POITIERS

La liaison de Poitiers vient d'acquiescer une boîte postale, les libertaires de la Vienne peuvent désormais nous contacter en écrivant au C.E.R.I.L., B.P. 166, 86004 Poitiers cedex.

• MARSEILLE

Le groupe de Marseille informe les lecteurs du Monde libertaire qu'il tient désormais une bibliothèque, encore modeste, d'une centaine de titres, à leur disposition. Ceci contre une adhésion annuelle fixée à 50 F. Cotisation exclusivement réservée au développement de cette bibliothèque et qui permettra à chaque adhérent de disposer d'un titre par mois. Vous pouvez adhérer par correspondance ou venir nous voir cet été à notre permanence du samedi, de 14 h à 17 h, au 3, rue Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille (C.C.P. n° 602 46 2, Marseille, sans autre mention).

• PARIS

Le groupe James-Guillaume de la Fédération anarchiste annonce sa création sur le 16^e arrondissement, et appelle tous les sympathisants de ce secteur à se manifester auprès des Relations Intérieures. Ce groupe travaillera en collaboration avec la liaison professionnelle O.R.T.F.

• LYON

Le groupe de Lyon tient ses permanences tous les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h, au 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

• MOULINS

Le groupe libertaire de Moulins, auquel se sont joints des sympathisants isolés du département, continue ses activités. Pour l'automne, une vente de livres est prévue, ainsi que la venue de Skirda pour une conférence, et la projection des films sur Eugène Bizeau et May Picqueray. Lecteurs du M.L. de l'Allier contactez-nous, écrivez aux relations Intérieures.

• LE MANS

Le groupe Marie-Louise Berneri vient de se constituer sur Le Mans. Nous invitons tous les libertaires et sympathisants à prendre contact avec nous afin de développer une présence anarchiste sur Le Mans et sa région. Les militants du groupe Marie-Louise-Berneri se sont d'ores et déjà donnés des moyens d'intervention en diffusant une feuille : Par delà la mêlée, et en animant sur Radio-Alpa (100,1 MHz) l'émission « Anachronique », chaque samedi de 16 h à 17 h. D'autres projets sont possibles ! Si vous souhaitez vous joindre à notre lutte, n'hésitez pas à nous rencontrer soit par l'intermédiaire des relations Intérieures, soit à nos permanences, assurées tous les mercredis, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole (y compris pendant les mois de juillet et août).

• AFFICHES DISPONIBLES

• Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 0,70 F ; 5 F à l'unité :
Autogestion..... gr. Fresnes-Antony
Autogestion..... gr. Malatesta
La guerre, il faut s'y opposer..... gr. Varlin
Radio-Libertaire, une radio sans publicité.....
Radio-Libertaire, la voix sans maître.....
Non aux ventes d'armes..... gr. de Toulouse
Le « Monde libertaire », un outil.....
Voter, c'est abdiquer.....
Toute élection est une démission..... gr. de Toulouse
• Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 1 F ; 5 F à l'unité :
Le militarisme et l'impérialisme..... gr. de Paris 15^e
Déclaration universelle des droits de l'homme.....
• Coût à l'unité, en dessous de 500 exemplaires : 1 F ; au-dessus, 0,90 F :
Vaincre la crise..... gr. Jacob
• Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires, 0,70 F :
Autogestion..... gr. Jacob
• Coût à l'unité, 0,95 F :
Rendez-vous avec l'anarchisme..... gr. Jacob

liste des permanences des groupes f.a.

Liaison Bas-Rhin : permanences chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul-Appel, à Strasbourg, et le dernier jeudi du mois, à partir de 20 h, au Cardak, 13, rue du Général-Zimmer, Strasbourg.

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J.-Rostand, rue Montebello, Toulon.

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

Groupe d'Angers : permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie La Tête en bas, 17, rue des Poitiers, à Angers.

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe du 11^e : permanence à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 h à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. « Germinal », c/o B.P. n°7, 80330 Longueau.

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-L.P., Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen-Ar-Creac'h, rue du Professeur-Chretien.

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.

Groupe « Voline » : permanence le mercredi à 20 h 30 au 26, rue Piat, 75020 Paris.

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe « Louise-Michel » : permanence le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe de Lille : permanences tous les mercredis (excepté pendant les vacances scolaires) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq.

Groupe d'Agén : permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-droit, 47000 Agén.

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du C.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

Liaison de Lyon : permanences les 2^e et 4^e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit » : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque premier lundi du mois.

Groupe de Dijon : permanence le samedi de 15 h à 17 h 30, au 61, rue Jeannin, à Dijon.

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les mercredis de 15 h à 18 h et les dimanches, de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emite, 77000 Chelles.

Groupe « Manuel-Devaldes » d'Evreux : permanences les derniers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la Maison des associations, derrière la mairie d'Evreux.

Groupe de Nantes : permanences tous les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, au 32, quai Malakoff, à Nantes.

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 19 h 30 à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis de chaque mois, de 15 h à 18 h, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer, (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

Groupe de Cherbourg : permanences tous les jeudis, de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

Groupe de Lyon : permanences tous les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h, au 13, rue Pierre-Blanc, Lyon.

Groupe « Marie-Louise-Berneri » du Mans : permanences tous les mercredis, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Activités des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Dominique Lestrat, Amis lecteurs, Un camarade inculpé — PAGE 4 : C.G.T. et passé, Changeons notre syndicalisme — PAGE 5 : Objecteurs, Appel aux retraités — PAGE 6 : Pays Basque, Squatts à Bayonne, La C.N.S.T.P. en deuil — PAGE 7 : Les quotas laitiers — PAGE 8 : Histoire de squatters, Libéral-Libertaire, P.C.F. et électoralisme — PAGE 9 : Lorraine, 20 000 lieux sous les urnes — PAGE 10 : Jacky Chalot, Guatemala en 1954 — PAGE 11 : Informations internationales — PAGE 12 ET 13 : Archives — PAGE 14 : Expression — PAGE 15 : Note de lecture, Bédé, Radio-Libertaire — PAGE 16 : La supercherie, Echanges inter-culturels.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 035
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

en bref...en bref..

• Un comité de solidarité avec les luttes des immigrés vient de se créer dans le 15^e arrondissement de Paris. Pour tout contact : Alain Clergerie, P.R. Paris 102, 42, bd de Vaugirard, 75015 Paris.

• Le numéro 2 de l'Entraide, journal du Collectif anarchiste de contre-information sociale et de solidarité vient de sortir. Au sommaire : éditorial, dossier Italie, l'insoumission, Infos prisonniers politiques. J.-C. Cannone, B.P. 175, 75963 Paris cedex 20.

• Le congrès de la Libre Pensée se tiendra du 24 au 29 août 1984, à Chauny (Aisne).

• Jean-Marc Marocci est incarcéré à la prison de Dijon. En effet, il refuse de porter l'uniforme et les armes, et risque de deux à cinq ans de prison pour désertion. Pour le soutenir : Collectif de soutien à J.-M. Marocci, 1, rue Mirbœuf, 87000 Limoges. Pour lui écrire : J.-M. Marocci, Maison d'arrêt de Dijon, 72, rue d'Auxonne, 21000 Dijon.

• La Ligue des droits de l'homme se cherche. Elle demande à toute personne susceptible de posséder des documents sur l'histoire de la L.D.H. de les lui faire parvenir. Pour tout contact : Bernard Wallon commission Information, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

• Sanchez Gino a été condamné par le tribunal de Rodez à 6 mois de prison pour désertion. En effet, Gino, Objecteur, s'est permis (quel crime) de s'absenter sans autorisation de l'O.N.F. auquel il était affecté. Le rapport psychiatrique établi par les médecins indique : « Hypertrophie du Moi, méfiance, psychorigidité, tendance à l'interprétation et à la revendication, évoque la structure paranoïaque ». A bon objecteur, salut !



AMIS LECTEURS

CETTE année, nous arrêterons la parution du Monde libertaire hebdo avec ce numéro, « Spécial-Été » de seize pages, vendu en kiosques au prix de 10 F. Ce numéro restera en vente pendant les mois de juillet et août, jusqu'au 6 septembre, date à laquelle nous reprendrons notre parution hebdomadaire.

Notre activité ne s'en arrêtera pas pour autant. Pendant les mois de juillet et août, la librairie du Monde libertaire restera ouverte aux heures habituelles, de 10 h 30 à 19 h, du mardi au samedi, au mois de juillet, et de 13 h à 19 h, en août.

Comme vous avez pu le constater, le nouveau catalogue des livres et des disques disponibles à la librairie est paru dans quatre numéros précédents de notre journal. Ce catalogue vous permettra de passer vos commandes, qui seront satisfaites le jour même (sauf rupture de stock), pendant tout l'été, et d'apporter ainsi la pierre de votre soutien à l'édifice libertaire.

Les administrateurs

• Souscriptions :

VILLER Robert 520 F, NARDI Joseph 100 F, PRUNET Gérard 50 F, RIBERYRON J. 100 F, ROUXEL Laurent 50 F, CORMIER J.-C. 50 F, COLLART Jacques 200 F, BIGOT Roger 50 F, PIEMARIOLI René 50 F, BOUZIN Paul 40 F, GUENEAU Patrick 50 F, MAURICE Arnaud 50 F, LAFARGUES André 100 F, LOPEZ Jean, 15 F, BERTHELIN Brigitte 50 F, PILORGET Jacques 50 F, BONNAFOUS Yves 50 F, NOUYRIGAT Robert 50 F, CHATRY Blandine 50 F, FRADIN Bruno 50 F, LENOBLE Denis 225 F, BROSSON Roger 50 F, HARDEL Eric 20 F, LABEVIERE Richard 50 F, BUREAU Alain 50 F, BATTISTELLA 15 F, LAMANT Jacqueline 50 F, MARROT Michel 50 F, WOH Jean 100 F, VIRESOLUY Pascal 50 F, LEANDRE Valero 50 F, PUBLICO 153 F, DUTHILLEUL Alain 200 F, Anonyme 5 000 F, BERTOLA Virgile 200 F, Gr. Berneri 150 F.

• Virements automatiques :

Groupe d'Aubenas 200 F, Liaison Anizy 100 F, Groupe Fresnes-Antony 150 F, GIRAUD J.-P. 300 F, Groupe Sacco-Vanzetti 250 F, BOLUDA J.-L. 100 F, PEYRAUT Yves 100 F, REMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 54 F, FEHR Didier 50 F, LE TROUHER O. 50 F, Groupe Jacob 100 F, BOITELLE Bruno 25 F, RICHARD J.-Cl. 100 F, Groupe Malatesta 100 F, Groupe Région toulonnaise 50 F, Groupe de Beziers 50 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHEENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILVERT Guy 50 F, BOUEY Pierre 80 F, Groupe Varlin 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Groupe Louise-Michel 150 F, ESCOUBET Gérard 50 F, CHAPEYROU Pierre 100 F, FERNANDEZ Luc 50 F, PIVERT Gerard 25 F, Individuel Bégard 10 F, Groupe du Marais 50 F, Groupe de Bobigny 300 F, Groupe de Rouen 50 F, BABIN Edmond 100 F, Groupe de Périgueux 50 F, ATZORI P. 50 F, BARCO J.-M. 30 F, MOULIE G. 30 F, GOYAT Joëlle 50 F, FOISONON Christian 70 F, BERRAUD J.-P. 100 F, SELLIN P. 20 F, CORDELET Didier 30 F, CAILLOT J. 50 F, Liaison Blois 100 F, SANCHEZ M. 50 F, Groupe Bakounine 100 F, DANIEL Alain 100 F, LAFABREGUE Sylvie 50 F, MIGNIOT Vincent 150 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F.

Total des souscriptions (juin) : 8 138 F.
Virements automatiques mensuels (juin) : 4 779 F.
Total général (juin) : 12 917 F.

BEREGOVYOY ASSASSIN ?

LAISSERA-T-IL MOURIR DOMINIQUE LESTRAT EN GREVE DE LA FAIM DEPUIS LE 22 MAI ?

DOMINIQUE LESTRAT, EDUCATEUR, LICENCIÉ ARBITRAIREMENT.

A l'heure où j'écris ces lignes, Dominique Lestrat en est à son 40^e jour de grève de la faim. Rappelons que Dominique a entamé cette grève depuis le 22 mai, à la suite de son licenciement, le 24 avril 1984, par le nouveau directeur du C.H.S. de Prémontré où il était éducateur, depuis 14 ans (voir précédents numéros du Monde libertaire).

Samedi 23 juin, une manifestation organisée à Laon a regroupé environ 150 personnes qui se sont rendues devant la préfecture pour y déployer une banderole et sensibiliser la population de Laon au problème de Dominique. Le cortège s'est ensuite rendu devant les grilles du C.H.S.

les mêmes propositions étaient formulées, auxquelles venait s'ajouter une troisième : une formation d'éducateur.

Ces propositions seront refusées par Dominique qui les jugera inacceptables dans la mesure où les postes proposés ne sont pas des postes en psychiatrie (l'hôpital de Prémontré étant le seul établissement psychiatrique du département). A titre d'exemple, l'un des postes qui lui avait été proposé à l'hôpital de jour de Laon, s'est avéré être en fait un emploi de... standardiste !

Vendredi matin, Dominique s'est rendu, accompagné de membres de la Fédération anarchiste, au ministère des Affaires sociales et de la Soli-



Dominique Lestrat à Prémontré.

de Prémontré où la banderole a été accrochée et laissée. Cette manifestation aura au moins eu pour effet d'avancer de deux jours une rencontre initialement prévue le 29 juin, entre l'intersyndicale et le directeur du C.H.S., M. Imbert, chez le préfet. On pouvait ainsi espérer que, par cette démarche, la préfecture ait eu un souci d'accélérer les choses et de débloquer la situation.

La semaine suivante, plusieurs démarches ont eu lieu : lundi, la famille de Dominique rencontrait le préfet de l'Aisne, M. Leroy, qui proposait qu'un poste soit recherché dans un autre établissement du conseil général, avec une indemnisation de salaire de 80% en attendant qu'un poste se libère. Mercredi, eut lieu, chez le préfet, une rencontre entre M. Imbert, l'intersyndicale, l'association des parents d'enfants, et le Dr Cadoret, chef du service de psychiatrie infanto-juvénile. A l'issue de cette rencontre,

darité nationale, afin d'y rencontrer M. Provot et de lui exposer ses revendications, à savoir : levée de toutes les sanctions, réintégration dans leur service d'origine des 11 agents mutés dans les services d'adultes, réintégration de Dominique à l'hôpital de jour de Laon dès son ouverture, avec 100% de son salaire en attendant. De même, des lettres rappelant ces revendications ont été adressées par Dominique au préfet de l'Aisne ainsi qu'au président de la République.

A l'heure actuelle, l'état de santé de Dominique est plus que préoccupant : outre une importante fatigue avec vertiges, la tension artérielle continue de baisser (7,5, le 29 juin 1984). Nous ne pouvons tous qu'espérer qu'à l'heure où ces lignes paraîtront, la situation sera enfin débloquée avec des propositions acceptables et que Dominique aura commencé à se réalimenter !

Liliane

UN CAMARADE INCULPÉ

Le 27 juin 1984, soit plus d'un mois après la manifestation contre Le Pen du 23 mai et l'inculpation de Kader (voir M.L. n° 536), quatre militants libertaires lillois ont été interpellés et gardés à vue. Trois ont été relâchés, mais Alan Pitter a été inculpé de « coups et blessures à agent ». Il est incarcéré à la prison de Loos.

Sur quelles preuves, sur quelles dénonciations s'appuie la police et la justice pour prendre de nouveaux otages dont le seul tort est de se réclamer antifascistes et de manifester ? Quels comptes veulent-ils régler pour satisfaire les fascistes et ceux qui les protègent ?

Le Comité de défense antifasciste et antiraciste de Lille appelle toutes les personnes et organisations ouvrières concernées à exiger l'arrêt immédiat de toutes les poursuites. Des télégrammes de soutien doivent être envoyés au juge Beulque, Palais de Justice, av. du Peuple belge, 59000 Lille.

Pour tout contact : M.N.E., 23, rue Gosselet, 59000 Lille.

Groupe F.A. de Lille.

LA C.G.T. ET SON PASSÉ

AU lendemain des élections du 17 juin, on n'a pas beaucoup entendu les porte-parole officiels des syndicats que l'on dit proches du gouvernement actuel. Au temps du programme commun, les différentes confédérations syndicales prirent position pour les protagonistes quand il y eut désunion entre le P.C. et le P.S. Nous n'avons pas eu, au sujet des élections européennes, une voix autorisée de la C.F.D.T. montrant du doigt le Parti communiste ou un responsable de la C.G.T. vitupérant contre les « trahisons » du P.S.

Non, le grand silence semble avoir régné, les responsables syndicaux s'étant abstenus de tout commentaire sur la défaite électorale de la gauche. Les bouches s'ouvriront-elles pendant les vacances ou seulement à la rentrée ? A moins que nos syndicalo-gouvernementaux attendent que les états-majors politiques aient fait la synthèse, remettant une nouvelle fois en marche la courroie de transmission ?

Pour qu'on ne nous accuse pas de critiquer toujours, nous

donnerons un bon point à la Confédération générale du travail, plus précisément à son Institut d'histoire sociale, puisque les compte-rendus intégraux du 9^e congrès de la C.G.T. (8 au 14 octobre 1906) ont été édités voilà bientôt un an. Le fait que ce livre soit présenté par Georges Séguy et que l'on rappelle, sur la couverture, que 1906 a été le « congrès de la Charte d'Amiens », explique peut-être sa tardive diffusion dans les structures de la C.G.T.

Ce qui était difficilement disponible dans les bibliothèques peut maintenant être accessible à tous. « Cet événement marque sans doute l'apogée de l'anarcho-syndicalisme qui, non sans oppositions mais majoritairement, domine alors le syndicalisme français et qui aura contribué à forger certains traits de sa personnalité » est-il écrit entre autres sur la couverture. A la veille des vacances, les militants de la C.G.T. ont là un ouvrage à lire et des réflexions à en tirer !

Jean-Pierre Germain



LES années 80, voient s'affirmer la crise du syndicalisme, si profonde que les confédérations syndicales ne peuvent plus la cacher et cherchent tout azimut les moyens de la colmater. Les centrales ouvrières ont autant de difficultés à retenir les adhérents qu'à proposer des actions suffisamment mobilisatrices pour être porteuses de résultats.

Le syndicalisme qui a fêté cette année le centenaire de sa légalisation (et donc un siècle et demi de luttes ouvrières) devrait bien se réveiller, le danger est grand !

La crise

La crise capitaliste que nous subissons âprement depuis une quinzaine d'années ne suffit pas, à elle seule, à expliquer la faillite du modèle syndical. Bien sûr, la crise entraîne un amincissement de la combativité tant syndicale que sociale mais le syndicalisme apparaît aujourd'hui plus comme prestataire de services que comme représentant les intérêts de la classe sociale des travailleurs. Durement touchés par la crise, déboussolés par la gauche au pouvoir qui a montré très rapidement ses limites, les travailleurs amorcent des solutions individuelles ou « corporatistes » et des attitudes de repli sur soi.

L'action collective est le plus souvent défensive et les syndicats ne sont plus que des spectateurs impuissants face aux restructurations ou au chômage. Une hémorragie importante d'adhérents s'opère tant à la C.G.T. qu'à la C.F.D.T. en même temps qu'une large partie des travailleurs reste sur la touche (immigrés, travailleuses, jeunes, salariés du tertiaire, du commerce, des très petites entreprises..., et bien sûr, les chômeurs).

A la C.F.D.T., la situation est dramatique. Non seulement on reconnaît officiellement la perte d'effectifs, surtout nette depuis 83, mais on pose le problème de la légitimité des organisations syndicales qui sont de moins en moins les instruments des travailleurs, instruments de leur action quotidienne et de leur lutte. Et on aborde l'incapacité à composer une stratégie qui articule revendications, objectifs de transformation, projet de société. Alors, les bureaucrates pondent un rapport sur l'adaptation du syndicalisme, qui a servi d'élément de débats au Conseil national d'avril 84 (1), dans lequel s'affirment les thèses d'un « certain » syndicalisme,

C.F.D.T. doit être partie prenante du mouvement social d'aujourd'hui, il ne doit pas être réduit à la seule image par trop caricaturale d'un « syndicalisme de classe et de masse » (18 mai 1984). Ces nouvelles conceptions se heurtent quotidiennement à celles qui veulent poursuivre les orientations de 1970 (autogestion, propriété sociale, planification démocratique) ou à d'autres qui se retrouvent dans *Pour une autre démarche syndicale*.

Les conflits

Ces conflits sont si bloqués qu'au sein du secrétariat de l'U.R.P.-C.F.D.T., quatre secré-

d'adaptation du syndicalisme, misant la réussite sur la capacité des travailleurs à intégrer les mécanismes de la société donc sur leur capacité à négocier avec les autres acteurs sociaux les éléments de l'évolution de la société. De l'autre, les syndicalistes, peut-être ringards, qui ne craignent pas d'affirmer que la lutte des classes existe encore, même si elle aussi a évolué, et que dans la lignée de la « stratégie autonome » (en opposition à la « stratégie commune »), le syndicalisme est un outil de défense des intérêts des seuls travailleurs et un outil de transformation sociale ; et ces syndicalistes veulent encore croire

faire un outil opérant et explique le vide obligé concernant le travail de structuration des syndicats et unions départementales interprofessionnelles. Alors certains s'interrogent sur la place des militants, leur rôle, l'articulation entre les niveaux de structure, le danger de l'institutionnalisation... Il serait peut-être temps de poser les vrais problèmes ? Et pas seulement en coulisse !

Car les syndicats professionnels sont néanmoins demandeurs et développent des luttes qui devraient s'inscrire dans une dynamique globale d'actions. La désindustrialisation de zones entières (Paris, Seine-Saint-Denis, etc.), la réduction de certains secteurs (banques et assurances), l'effondrement des industries automobiles, les restructurations (téléphonie,...) affaiblissent la région parisienne et dualisent le marché du travail : créneaux « porteurs » avec des emplois très qualifiés (recherche, technologie,...) et emplois non qualifiés livrés à la précarité. La gestion catastrophique des conflits Talbot, Citroën ou des mouvements de la fonction publique devraient induire des réflexions sur la nécessité de mettre en place une vraie vie interprofessionnelle, seule possibilité de battre en brèche le patronat. Il y en a encore qui pensent que le syndicalisme de la Charte d'Amiens n'est pas mort et que c'est « pour changer le monde » et non pas seulement parce qu'il change que nous devons adapter notre syndicalisme.

H2

POUR CHANGER LE MONDE CHANGEONS NOTRE SYNDICALISME

celui qui a permis le recentrage de 1979, celui qui permet à tout moment l'exclusion de sections trop « basistes », trop près des revendications qui dérangent (Air Inter, Caisse des dépôts, dernièrement), celui qui ouvre la porte grande ouverte à des pratiques autoritaires et déniant au syndicalisme son caractère de classe.

Aussi on peut lire : « Il existe des convergences de fait entre le chef d'entreprise et les salariés de chaque entreprise... Le conflit de critères et de pouvoirs n'empêche nullement que l'entreprise soit en même temps un lieu de coopération conflictuelle (1) pour l'amélioration de sa capacité » (2). Jean-Pierre Bobichon, secrétaire général de l'Union régionale parisienne (U.R.P.) C.F.D.T., met les points sur les « i » pour ceux qui n'auraient pas encore compris, déclarant : « Le syndicalisme tel que le conçoit la

taires régionaux (dont le secrétaire général, Bobichon) ont posé leurs démissions le 14 mai, à quelques mois du congrès régional, un an avant le congrès confédéral. Ces démissions sont vécues par certains comme une manœuvre afin que des débats de fond ne soient pas portés en congrès, mais mieux étouffés auparavant. Cet acte est lourd de conséquences dans la période actuelle où toute mobilisation est difficile : il aurait peut-être été payant de mener une campagne de masse sur l'emploi et la réduction du temps de travail en réponse et soutien aux luttes dans l'automobile et des métallurgistes allemands, par exemple. Ce sont bien des divergences sur la conception du syndicalisme et sur la pratique syndicale qui en découle, qui ont opéré un tel clivage.

D'un côté, la confédération s'engage dans une démarche

que la lutte est moteur des transformations.

Bien sûr, l'U.R.P. occupe une place particulière dans la confédération ; elle est le point de mire des médias en plus d'être celui de la confédération. Autant cette dernière pèse dans les débats de l'U.R.P., autant la région interprofessionnelle pèse peu ou insuffisamment dans ceux de la confédération, car en fait elle a peu d'existence propre et la cohésion lui fait défaut. La région parisienne est une région de faible implantation C.F.D.T., au taux de rotation des salariés important et une région pilote pour le patronat en ce qui concerne la rapidité et l'intensité des mutations technologiques et l'évolution des structures de salariés.

La faiblesse de l'U.R.P., simple lieu de coordination et d'échanges pose le problème de la volonté de ne pas renforcer l'interprofessionnelle et de ne pas en

(1) Titre du rapport : Le monde change, changeons notre syndicalisme ; c'est pourquoi j'ai intitulé cet article : Pour changer le monde, changeons notre syndicalisme.

(2) cf rapport au Conseil national de la C.F.D.T., avril 84.

HISTOIRE D'OBJECTEURS « SOUMIS » ?

QUE devient cette forme de lutte antimilitariste qu'est l'objection ? Quelle est son évolution après trois années de gouvernement socialiste ? Quel est l'avenir de l'objection-insoumission ? Comme on le voit, les questions à ce propos ne manquent pas. De plus, il est toujours instructif d'analyser l'évolution d'une lutte lorsque son environnement social ou politique se modifie (gouvernement socialiste, loi du 8 juillet 1983, décret du 1^{er} avril 1984). Les quelques lignes qui suivent tenteront de traiter, le plus complètement possible, ce sujet.

De 1978 à 1983

De 1978 à 1981, la répression des objecteurs-insoumis connaît des hauts et des bas, certains échappent totalement à la justice, sans se cacher le moindre du monde, d'autres, moins chanceux, écopent entre 6 mois avec sursis et un an ferme (peines qui, en fait, ne seront jamais appliquées). On peut cependant constater une aggravation progressive des peines. Mais le principal axe de répression du gouvernement semble être celle du mouvement d'objection collective O.P.20 (demandes de statut identiques). En effet, depuis 1978, la commission juridictionnelle refuse toutes les demandes collectives de statut (près de 500 personnes concernées) et, depuis juillet 1980, le Conseil d'Etat, sous la pression du gouvernement, et contrairement à ses précédentes habitudes, refuse de casser les décisions de la commission, tout en donnant des avis différents sur des dossiers semblables.

Des insoumis totaux (puisque le statut leur a été refusé) sont emprisonnés, d'autres risquent de l'être d'un mois à l'autre, lorsque mai 81 arrive et la gauche au gouvernement par la même occasion. Bénéficiant de l'amnistie, la situation des objec-

teurs demeure cependant bloquée du fait de la permanence de leur délit.

De 1981 à 1983, les objecteurs vont attendre un nouveau texte, promis par le gouvernement, régissant l'objection de conscience. En maniant la carotte : commission consultative (réunissant organisations pacifiste et d'objecteurs, représentants des églises (!) et militaires) ; placement des O.P.20 en « appel différé » ; objecteurs âgés de plus de 29 ans déchargés des obligations militaires ; et d'autres, en attente, doivent (théoriquement) apporter des précisions concernant leur situation familiale et leur position par rapport au service civil ; les socialistes arrivent ainsi à démobiliser totalement les principaux intéressés.

Aujourd'hui

Sur le plan juridique, les textes, longtemps attendus, régissant le statut des objecteurs et leur affectation au service civil sont entrés en application (loi du 8/07/83 et décret du 1/04/84). Peu de changement, que ce soit pour la durée du service (2 ans), la période limitée (30 jours) pendant laquelle on peut demander le statut, les droits des objecteurs affectés, ou les motifs de la demande (« motifs de cons-

cience » est-ce vraiment plus large que « convictions religieuses ou philosophiques » ?).

Si changement il y a, il concerne le ministère de tutelle (Affaires sociales et Solidarité nationale), le remplacement de la commission juridictionnelle par... le ministre chargé des armées, et la possibilité d'une activité syndicale ou politique... en dehors des heures de service et hors des lieux où les objecteurs sont employés. En revanche, le bâton est prêt à servir : « en cas de condamnation pour insoumission ou désertion, le tribunal peut prononcer, outre la peine d'emprisonnement applicable, le retrait de la décision d'admission de l'intéressé » (en clair, l'objecteur se retrouve en situation d'insoumission ou de désertion, et risque de 6 mois à 3 ans de prison ferme). De plus les droits des travailleurs « civils » leur sont refusés (de même que la paye, bien entendu), pas de grève, de démission ou de refus d'obéissance, puisque le code de justice militaire leur est applicable. La possibilité d'activités syndicales ou politiques semble donc très limitée.

En maniant la carotte et le bâton, le gouvernement socialiste a donc désamorcé la lutte des objecteurs-insoumis : les plus de 29 ans mis en « réserve » (de quoi ?) ; les autres, insoumis avant 1981, oubliés (mais toujours passibles de peines lorsqu'ils ont été condamnés, et au cas où) ; et ceux qui ont demandé le statut après mai 81, ont rejoint — dans leur immense majorité — leur affectation. Pourquoi ?

Démobilisation des objecteurs, disparition des Comités de lutte des objecteurs (C.L.O.), disparition de militants actifs, absence de travail collectif, impossibilité de construire une structure nationale de lutte, de nombreux maux assaillent le mouvement. De plus, pour l'instant, la possibilité de « choisir » son affectation « obligatoire », l'intérêt humanitaire ou social des associations agréées, la possibilité de négocier un contrat individuel et « discret » avec les organisations les recevant, conduisent les objecteurs à se « soumettre ». En effet, il est possible (« démerde » individuel) de continuer de militer ou de se consacrer à une œuvre personnelle tout en effectuant son service civil. Peut-on leur jeter la pierre ? L'antimilitarisme y perd certes, mais pas forcément le militantisme individuel, cela dépend de la conscience politique de l'objecteur.

Et l'avenir ?

Depuis sa légalisation (en 1963), l'objection de conscience, comme toute lutte, a connu des périodes d'apogée de la combativité et des creux (dus à la répression ou à la démobilisation). Cependant chaque fois que le roseau avait plié, il se redressait, de nouveau insoumis, suite à des modifications de la règle du jeu. La lutte, à chaque fois, suivait la résignation. Pourquoi cela ne continuerait-il pas ?

Luttes au sein des affectations pour obtenir des droits équivalents à ceux que possèdent les autres travailleurs, adaptation du service civil à l'objectif que

se donne l'objecteur, et ainsi de suite... les axes de luttes sont nombreux, même si la position antérieure de l'insoumission au service civil devient difficile à maintenir. Par ailleurs, combien de temps, le gouvernement, socialiste ou non, tiendra-t-il la position actuelle et acceptera que les objecteurs grignotent en fait (si ce n'est pas légalement) leurs droits, et qu'ils ne soient pas plus utiles à son projet d'utilisation des objecteurs pour des tâches plus rentables et soigneusement encadrées ? Une période de répression amènerait automatiquement une mobilisation des objecteurs, à plus ou moins long terme, leur radicalisation, et peut-être, de nouveau, le choix de l'insoumission.

Ce qui serait le plus à redouter, c'est de connaître une « situation à l'allemande », où les objecteurs, totalement « dépolitisés », accepteraient les règles du jeu imposées par le gouvernement, résignés à servir les intérêts de l'Etat et ceux de la classe dirigeante, offrant gratuitement ou presque leur « force de travail » en concurrence avec les autres travailleurs, contrôlés et définitivement soumis. L'avenir nous dira quelle alternative s'offrira au mouvement objecteur ; de toute façon, il faut et il est nécessaire que nous soyons prêts à soutenir effectivement toutes les luttes qui seront menées. De ce soutien dépendra en fait la continuation ou non d'une réelle lutte antimilitariste par le biais de l'objection.

Pascal
Gr. Sacco et Vanzetti

APPEL AUX FUTURS

JE m'adresse à tous les travailleurs, salariés ou non, qui ont commencé à travailler très jeunes, vers 16 ans par exemple (comme c'est mon cas) et qui ont maintenant dépassé la cinquantaine. Mais je m'adresse plus particulièrement aux travailleurs indépendants, artisans ou artistes graphistes et plastiques, professionnels non salariés (qu'ils fassent un travail d'exécution

R
E
T
R
A
I
T
È
S

ou de création) dans les domaines les plus variés (créateurs pour l'édition, l'illustration, en tissus, papiers peints, reliure, bijouterie-orfèvrerie, mobilier, céramique, instruments divers, etc.) qui vivent (mal) de leur production, sans pour autant être commerçant, et qui versent eux-mêmes (n'ayant pas d'employeurs) leurs cotisations à une caisse d'assurance vieillesse.

Selon la loi, il faut, pour avoir droit à une retraite pleine et entière, avoir travaillé et bien sûr cotisé, pendant 150 trimestres (soit 37 ans et 6 mois) ; si, par exemple, vous avez commencé à travailler à 16 ans, vous avez droit à la retraite intégrale à l'âge de 53 ans et 6 mois, si vous avez commencé à travailler à 18 ans et demi, vous avez droit à la retraite intégrale à l'âge de 56 ans.

Mais, car il y a un « mais », toujours selon la loi, il faut non seulement remplir cette première condition (150 trimestres de cotisations) mais avoir atteint l'âge de 60 ans ! Alors c'est là qu'il y a escroquerie, exactement extorsion de fonds (de la part de l'Etat, du patron et des caisses d'assurances), car on nous fait payer des cotisations au-delà de la période légale atteinte parfois depuis 2, 3, 5 ou 8 ans, et ceci sans que, pour autant, votre future et hypothétique retraite en soit améliorée d'un centime (1).

Pour moi, comme pour la plupart d'entre vous je suppose, il n'est pas question de « prendre sa retraite » au sens de cesser toute activité (ne serait-ce que parce que cette fameuse retraite qui — peut-être — me sera versée ?... me permettra tout juste de ne pas complètement crever de faim, et encore !).

Cependant, je conçois parfaitement qu'il y ait des compagnons qui aient des démanagements dans la canne à pêche, l'envie de cultiver la rose trémière, ou simplement semer et récolter quelques légumes cultivés sans « chimie ». Quoiqu'il en soit, je dis aux uns : « Refusez de continuer à payer des cotisations au-delà de la durée légalement imposée même si vous continuez à travailler », et aux autres : « Exigez votre retraite, dès que vous y avez droit et que vous êtes encore en âge d'en profiter » (2).

Louis

(1) Alors que, dans le cas contraire (atteindre 60 ans, sans avoir 37 ans et demi de cotisations), vous voyez votre retraite réduite en proportion ; alors qu'on ne vienne surtout pas nous avancer l'argument fallacieux de « mutualisme ».
(2) Les compagnons intéressés, peuvent prendre contact avec Louis, en écrivant : Librairie du Monde libertaire, Groupe Pierre-Besnard, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

APPEL
aux futurs retraités...

EXEMPLES :

- Si vous avez commencé à travailler à 16 ans, vous avez droit à la retraite INTÉGRALE à l'âge de 53 ans et 6 mois.
- Si vous avez commencé à travailler à 18 ans et demi, vous avez droit à la retraite INTÉGRALE à l'âge de 56 ans.

vous faire travailler, et surtout, vous faire **COTISER** un jour de plus, est une escroquerie, commise à votre préjudice, par l'état, le patronat et les caisses d'assurance-vieillesse... car ces cotisations supplémentaires n'amélioreront pas votre retraite d'un centime !

EXIGEZ VOTRE RETRAITE
...dès que vous y avez droit, et que vous êtes encore en âge d'en profiter

PAYS BASQUE : TERRORISME ET RÉPRESSION

LES actions concertées du G.A.L. et du gouvernement français ont ébranlé la communauté basque. Après un début d'année particulièrement meurtrier (voir M.L. n° 521 et 524), sept personnes liées au milieu bordelais sont arrêtées courant avril, mais la baudruche se dégonfle rapidement avec leur libération, suite à un vice de forme de procédure.

Le 17 juin, le G.A.L. revendique un attentat (explosion d'une moto à Biarritz : deux réfugiés gravement brûlés). Par la suite, quatre personnes seront arrêtées et inculpées de tentatives d'assassinats. Le quotidien *Sud-Ouest* publiait une photo où l'on pouvait voir Roland Sampietro et Patrick de Carvalho (qui était filé par la police depuis le jour où dans un carnet d'adresses d'un truand bordelais soupçonné d'avoir des liens avec le G.A.L., ils y avaient débusqué son nom !) assurant le service d'ordre de Simone Veil lors de sa venue à Pau le 7 juin dernier. Au R.P.R. local, on jure que c'est pur hasard..., ce même hasard qui placera nos deux acolytes très près de Bernard Pons lors de la réception qui suivra...

Le G.A.L. n'a-t-il que des baroudeurs en mal d'actions, ou serait-il en train de se structurer ? Pourtant, il est bien secondé par nos sociaux-démocrates qui ne rechignent pas à la besogne.

Le 7 juin comparait au tribunal correctionnel de Bayonne cinq « abertzale » pour association de malfaiteurs. Quatre d'entre eux — Xan Coscarrat, Alain Matéo, Joannes Borda, Betti Bidart — ont été relaxés. Appréhendés le 10 janvier dernier, alors qu'ils conduisaient des journalistes à une conférence de presse supposée d'Iparretarak (organisation engagée dans la lutte armée), ils ont toujours nié leur appartenance à ce mouvement. Ils ont payé cher leur liberté : « 150 jours de prison, et 33 jours de grève de la faim pour deux d'entre eux, pour un crime qui ailleurs s'appelle liberté d'expression » (1). Le cinquième inculpé, Gabriel Mouesca, a écopé de 30 mois de prison ferme, alors qu'il était absent de cette action. La justice de notre pays, qui se caractérise par son état de pourrissement évident, a voulu criminaliser ce fait, et par la même occasion meubler un dossier vide.

Notre bon « Baston Defferre » a pris un virage à 180° (les politiciens sont-ils capables d'autre chose ?...) et comme le souligne l'édifiant conclusion d'un éditorial du journal *Le Monde* : « ... le fait qu'elle (la gauche française) ait eu, au pouvoir, à subir les assauts d'un authentique terrorisme international, aura probablement facilité cette prise de conscience. Devenue démocratique et libérale, dotée de surcroît d'un gouvernement socialiste, l'Espagne aurait mauvaise grâce à ne pas lui donner acte de cette évolution ».

Lors de sa visite officielle le 14 juin à Madrid, « Baston » a arraché à son homologue José Barrionuevo un retour en Espagne pour 200 militants basques non impliqués dans des crimes. En échange de quoi, il a accepté de signer un communiqué conjoint indiquant qu'« un terroriste n'est pas un réfugié politique ». La situation est claire maintenant pour les réfugiés contre qui pèsent des accusations plus ou moins lourdes. Ils ne pourront plus vivre en Euskadi nord, car leurs papiers (pour ceux qui en ont) ne seront pas renouvelés. C'est l'expulsion à terme pour la plupart d'entre eux, et le processus est bien entamé depuis le début de l'année avec 22 expulsions, notamment vers l'Amérique centrale, et 28 assignations à résidence loin de la frontière. A ce propos, le 28 mars dernier, le ministère de l'Intérieur avait déjà publié un décret qui définissait clairement la politique choisie par le gouvernement : « En ce qui concerne les ressortissants espagnols d'origine basque qui demandent le statut de réfugiés politiques, il a été décidé pour l'avenir de ne pas les autoriser à résider dans les neuf départements limitrophes du Sud-Ouest où leur présence est susceptible de troubler l'ordre public. » Je rappellerai juste une petite phrase, lancée en 1979 par un certain François Mitterrand, alors pre-

mier secrétaire du P.S. : « Nous n'acceptons pas que le gouvernement distille au gré de ses préférences politiques le droit d'asile en France : le droit est le droit, et quiconque demande l'asile en France pour échapper à la répression de son pays doit pouvoir trouver la sécurité et ne pas substituer les mesures de police aux mesures de justice... ».

Le libéral Badinter, ministre de la Justice, s'est joint à ce concert et a été soucieux de démontrer, au cours des journées d'études de l'Institut de Criminologie (le 14/6/84) la mise en place de l'espace judiciaire européen et son développement. Merci camarade, on n'en attendait pas moins de vous !

L'Aberrri Eguna 84 (2) (qui a rassemblé 2 000 personnes) a permis aux différentes composantes du mouvement de diffuser leurs analyses et positions politiques. Entre autres, le groupe Laguntza a diffusé une brochure intitulée : *Independentzia Sozialismoa* ; désirant s'exprimer comme une « tendance dans la gauche abertzale » (2), évoquant ensuite « l'offensive politique en profondeur contre le mouvement abertzale de la part des Etats français et espagnol, des notables de droite et de gauche, et des couches sociales les plus réactionnaires, notamment la bourgeoisie commerçante et touristique » ; et enfin « la lutte armée en Euskadi nord doit être un élément de la lutte, mais en aucun cas ne doit se poser en avant-garde ». Iparretarak était présent par la distribution de son bulletin *Ildo 9*, insistant sur le « sous-développement économique dans lequel l'Etat français maintient Ipar Euskadi et l'orientation touristique imposée à notre pays et qui ne cesse de se développer ». Ils appellent « les organisations abertzale à tout mettre en œuvre pour contrecarrer ces projets politiques » étant prêts à appuyer cette opposition.

Un nouveau groupe Iparaldekoak a diffusé un texte incitant à renforcer le soutien politique à la lutte armée d'Iparretarak, « moyen de faire trembler sur ses bases un Etat » (4).

La saison touristique 84 se profile, et les militants abertzale

sont sérieusement irrités. Espérons qu'après 83, la coordination sera plus intense et permettra une meilleure approche des objectifs à atteindre, sans cela l'action pourra se réitérer chaque année, mais restera marginale et, qui plus est, totalement incomprise et rejetée par la majorité de la population autochtone.

Trois années de gouvernement de gauche n'ont rien apporté si ce n'est un quadrillage policier des plus massifs. Pas de solution de ce côté-là. En développant des luttes sur le terrain, ce qui sera un travail de longue haleine,

le mouvement abertzale gagnerait beaucoup en s'affranchissant du carcan idéologique dogmatique reçu comme « parole d'évangile » parce que venant du sud, où il a soi-disant fait ses preuves.

Beltza

(1) Tiré d'*Ateka*, revue mensuelle, 6, rue des Visitandines, 64100 Bayonne.

(2) Journée nationale basque.

(3) Cela découle-t-il d'un terrorisme politique manichéen qui fait que pour s'exprimer, il faille se rattacher à la gauche abertzale ?

(4) Voir l'exemple de l'Italie et de l'Allemagne !

RÉPRESSION DES SQUATTS

LE squatt est une lutte nouvelle impulsée à Bayonne par le groupe Laguntza. Le premier immeuble fut occupé le 1^{er} mai 1983, suivi par d'autres le 5 novembre 1983 et le 28 avril 1984 (« Ozia »).

Ils affirment clairement que « le squatt est un lieu d'animation et en même temps il constitue une interpellation auprès des gens et une lutte contre la politique de rénovation telle que la mène la mairie » (*Ateka* n° 8).

La mairie de Bayonne ne pouvait supporter davantage et a décidé de nettoyer la ville de ses « éléments sociaux » (l'été arrivant...). C'est donc un huissier et deux flics de la P.J. qui se sont présentés chez les squatters le 21 mai pour les assigner en référé au tribunal de Bayonne, où ils sont toujours attendus à ce jour ! Et une fois de plus, le sémillant « Baston Defferre » a fait intervenir sa police. Les méthodes étant bien rodées à Paris avec les expulsions des Occupants Rénovateurs, ce n'était qu'un jeu d'enfant.

Mais comme le disent les squatters, la lutte continue et de nouvelles occupations sont en perspective. Affaire à suivre donc...

LA C.N.S.T.P. EN DEUIL : SALUT A L'AMI BERNARD

QUELLE tristesse et quel sentiment d'inachevé quand on descend de son tracteur et qu'on quitte une parcelle de vigne pour apprendre la nouvelle : Bernard Lambert est mort.

Quoi qu'on dise ou qu'on critique ses thèses, qu'on se remémore ses origines du catholicisme social ou son passage de député M.R.P., il a tellement contribué à ce que la paysannerie de ce pays ait les moyens idéologiques de s'éloigner des aliénations séculaires du capital et de l'Etat qu'on a tous été au moins un temps à son école et qu'on restait à son écoute.

Rarement un leader agricole a amené autant de ruptures positives dans les diverses instances syndicales ou professionnelles où il avait mandat.

Son itinéraire fut à l'inverse de celui de beaucoup de syndicalistes qui passent de leur confédération à une carrière de député, de ministre ou d'affairiste... Le contraire de la courroie de transmission.

Après la Jeunesse agricole catholique, des responsabilités à la F.N.S.E.A. et au C.D.J.A., il fut un des piliers qui créèrent voilà plus de quinze ans les paysans-travailleurs, remirent en cause le productivisme, l'intégration capitaliste de l'agroalimentaire, tout en recherchant une unité ouvriers-paysans ailleurs que dans l'isolement, tout en donnant un coup de paluche aux Lip, au Larzac, au Lycée alternatif de Saint-Nazaire, et j'en oublie.

Et dans ses prises de parole comme dans ses responsabilités, quel équilibre entre la rigueur et l'humour.

Cet homme, qui aurait pu devenir un des commis de l'Etat ou du négoce, est resté jusqu'à sa mort un travailleur de la terre à la recherche d'un syndicalisme en rupture avec le système capitaliste et les illusions politiciennes.

Quand je repense à une pause pendant le congrès de Millau de la C.N.S.T.P. (septembre 83), où devant un demi on discutait entre nous de la continuité entre les politiques agricoles successives, il est trop tentant de ne pas faire un parallèle entre lui et Michel Rocard.

Sortis tous deux des castries et de l'aile gauche de la social-démocratie (P.S.U.), l'un restait partisan et artisan d'un syndicalisme agricole anticapitaliste, original et porteur d'espoir, l'autre un « gouvernocrate » pour qui le socialisme est une idée qui se perd en chemin.

Alain Crapaud



Attentat à la moto piégé le 15 juin 1984.

AGRICULTURE LES QUOTAS LAITIERS

La P.A.C.

La mise en place de la P.A.C. (Politique agricole commune... aux pays de la C.E.E.) en 1958 constitue la pièce maîtresse de la C.E.E., absorbant 77% de ses dépenses de fonctionnement. Cette P.A.C. a été fortement influencée par les positions françaises, reprises d'ailleurs dans la loi d'orientation pour l'agriculture française de 1960-62.

Accroître la productivité agricole pour garantir la sécurité des approvisionnements de l'Europe, en assurant des prix raisonnables aux consommateurs et des revenus satisfaisants et réguliers pour la population agricole, tels étaient en gros les objectifs de départ. Pas besoin d'ajouter qu'ils sous-entendaient un exode agricole important et une concentration croissante des terres et de la production.

Mais, au sein de la P.A.C., toutes les productions n'ont pas les mêmes priorités. Il y a celles qui sont — étaient du moins — protégées : lait (30% des dépenses de la P.A.C.), céréales (15% de ses dépenses), betteraves (à sucre) et celles dont le peu d'organisation est assurée par les producteurs eux-mêmes (la P.A.C. aide alors à la mise en place de ces groupements de producteurs qui disciplinent le marché). A la différence des premières, la P.A.C. n'accorde pas de garantie suffisante pour ses autres productions. Les produits retirés du marché (7% des fruits et légumes en 1983, destinés à des organismes de charité, à l'alimentation animale (dénaturation) ou à la destruction (1% de la production fruits et légumes 1983) ne sont que faiblement rétribués, couvrant à peine les coûts de production.

Le lait, production privilégiée

Les agriculteurs européens pouvaient donc produire du lait, étant ainsi assurés d'un revenu stable et croissant avec les qualités produites (prix unitaire pour le litre de lait). 1,8 million d'exploitations agricoles européennes (une sur trois) ont donc une production laitière totalisant 20% de la production agricole totale. Cependant, cette production est due essentiellement à des petites et moyennes exploitations (86% d'entre elles livrent moins de 100 000 litres par an). Mais la P.A.C. a laissé se développer de grosses unités, fortes consommatrices de soja, manioc, engrais, responsables en partie des excédents laitiers.

Pour écouler ces excédents, la P.A.C. accorde des restitutions à l'exportation (sur le marché extérieur à la C.E.E.), les produits laitiers ne sont achetés que deux à trois fois moins cher que dans la C.E.E. Les entreprises exportatrices touchent alors la différence entre le prix mondial et le prix interne à la C.E.E.) qui représentent de lourdes charges pour la P.A.C.

Par ailleurs, la P.A.C. favorise la consommation intérieure en accordant des subventions à divers titres : beurre de Noël, incorporation de beurre dans les pâtisseries, alimentation animale. Le veau à la poudre de lait est, selon certains, créateur d'emplois industriels. Mais il représente un gaspillage énergétique énorme et un surcroît de travail global (qui a parlé des réductions du temps de travail ?) d'un point de vue économique et une absurdité du point de vue social. Consommateurs privilégiés, les armées de la C.E.E., sauf celle de Grèce, ont bénéficié d'une aide de 12,24 F par kilos de beurre pour 8 000 tonnes en 1983, soit près de 100 millions de francs au total.

Les éleveurs laitiers doivent payer !

En 1977, la P.A.C. instaure la taxe de co-responsabilité laitière destinée à financer le stockage, la dénaturation, les exportations ou l'aide à la consommation

de produits laitiers. Cette taxe prélevée sur chaque litre de lait est passée à 3% du prix de ce litre en 1984 (depuis le 1^{er} avril). Mais désormais, avec la mise en place des quotas, les producteurs seront davantage impliqués dans cette politique de gestion des excédents et la garantie qui existait avant est remise en cause, n'existe plus que dans la limite des quotas (quantité de lait à ne pas dépasser, fixée arbitrairement et baisse du prix du lait).

Les quotas, mis en place par la C.E.E. et appliqués nationalement (répartition par laiterie), sont profondément injustes, mais, justement, ne le sont que dans la logique de la politique agricole. C'est ainsi que chaque exploitation, quel que soit son niveau de production, est tenue de réduire sa production de 2% cette année, la référence étant l'année 83 et elle seule, ne tenant déjà pas compte des fluctuations de la production (constitution du troupeau, production fourragère...) d'une année sur l'autre.

cela ne peut satisfaire les éleveurs, surtout après les déclarations de Rocard qui programme « un développement raisonnable des exploitations vers un modèle familial capable de compétition : 40 vaches laitières produisant de 160 000 à 200 000 litres par an ». Or actuellement, en France tout comme dans la C.E.E., 86% des exploitations livrent moins de 100 000 litres par an. Pas besoin d'avoir un gros bagage mathématique pour voir que ce modèle, alors que la production nationale doit régresser, ne sera pas atteint par tous les producteurs actuels.

Les quotas ne sont en fait qu'une bonne occasion d'organiser la destruction laitière. La P.A.C. aurait pu empêcher, ou tout au moins taxer, le développement des grosses exploitations puisque de toute façon, avec le développement des biotechnologies, dans cinq ans au plus le lait excédentaire pourrait être transformé et utilisé dans la C.E.E.

Les technocrates n'ont pas de souci à se faire. Les paysans seront contraints

et exportations de nos excédents). On peut en effet espérer d'une agriculture écologique ou plus autonome et plus économe un arrêt de certaines importations et de certaines exportations dont pourraient profiter les habitants du Tiers-Monde pour imposer un autre modèle économique (agriculture vivrière), même si pour cela ils devront s'attaquer à de nombreuses structures).

Il ne faut pas se faire d'illusion sur les gouvernements qui actuellement disent vouloir un nouvel ordre économique, comme celui du Nicaragua. Là-bas, sur des terres nouvellement mises en valeur, le gouvernement incite les paysans à produire aussi pour l'exportation, alors même que dans ses communes les complexes éducatifs reçoivent une nourriture importée (haricots, maïs). Ce gouvernement avait déjà limité sa réforme agraire (grosses exploitations étatisées produisant pour l'exportation et favorisées par rapport à l'agriculture vivrière non étatique), dans le souci de rembourser la dette extérieure.

Tout récemment, la Bolivie a annoncé qu'elle ne rembourserait pas la totalité de sa dette extérieure, et ceci sous la pression syndicale au sein de laquelle, les paysans indiens regroupés dans le mouvement des travailleurs-paysans commencent à prendre la place qu'ils auraient dû avoir depuis longtemps si les syndicalistes marxistes ne les avaient pas méprisés.

Si aujourd'hui, avec l'actualité, ces idées font leur chemin (actuellement tout le monde en parle, mais pas forcément pour les mêmes raisons et suivant une même finalité), il reste à les mettre en pratique. Mais il faut pour cela s'opposer au couple Rocard-Guillaume et à leurs ouailles (P.S., F.N.S.E.A., C.N.J.A.), car leur souci est de toujours aggraver le désordre économique mondial pour faire plaisir à une minorité de paysans, d'industriels et de notables des pays dits développés et des autres pays dits en voie de développement (mais lesquels ?).

« Il faut produire pour ceux qui ont faim », déclare-t-on à la F.N.S.E.A. et du côté de ses associations spécialisées telle l'A.G.P.B. « L'agriculture française est condamnée à l'expansion », déclare Rocard. L'hypocrisie et l'appât du gain et du pouvoir font bon ménage pour ces gens-là.

En face, de plus en plus nombreuses sont les interrogations, voire les remises en cause.

« Nos excédents laitiers : chance ou danger pour le Tiers-Monde ? », titre un livre co-édité par le C.R.I.A.D. et la F.R.P.L. de la région Rhône-Alpes, en collaboration avec Solagral, thème repris d'ailleurs, notamment dans la *Lettre de Solagral*.

On pourrait aussi élargir la question, à laquelle répond partiellement ce livre : « Nos excédents laitiers : à qui profitent-ils et pour qui représentent-ils un danger ? »

P. Bouvet



Manifestation agricole et ministre de l'Agriculture.

Cependant, il est prévu que des dispositions seront prises pour les cas spéciaux (production 83 nettement inférieure aux précédentes, jeunes en cours d'installation, exploitations en cours de développement) dans la mesure du possible. Pour ce faire, on encourage les paysans les plus âgés ou les moins favorisés (petites exploitations) à abandonner la production pour permettre la constitution d'une réserve nationale qui sera répartie en fonction des priorités définies par l'Onilait après consultation de la « profession ». Cette profession étant en fait représentée par le C.N.I.E.L. et les C.R.I.E.L. comme celui (région Bretagne) que venait voir Franc, technocrate de l'Onilait, à Rennes le 28 mai. Il aurait pu faire connaissance avec la région (l'ouest bocager assure 50% de la production nationale), théoriquement du moins, avec les industriels laitiers privés ou en coopérative, qui n'en ont guère que le nom, et les F.D.S.E.A. d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord. Tout le monde sait que cette rencontre a eu lieu, finalement, avec les travailleurs-paysans d'Ille-et-Vilaine dans le cadre de l'intersyndicale de l'Ouest, et de façon pratique (explications à partir de cas concrets, fermes visitées).

On sait maintenant que depuis le 30 mai, l'Onilait se préoccupe de l'application concrète des quotas (enquêtes auprès des laiteries), après avoir tant fait patienter et inquiéter les campagnes. Mais

d'abandonner ou de renoncer à s'installer et des salariés (au minimum 5 000 suppressions d'emplois dans l'industrie laitière) feront aussi les frais de cette restructuration. Les laiteries auront trouvé dans les quotas une occasion rêvée de faire le ménage à fond et de refaire leur avenir.

Pour une répartition des moyens de production et un développement maîtrisé des exploitations laitières

C'est dans ce sens que se battent les paysans de l'intersyndicale de l'Ouest, en particulier pour empêcher les responsables de l'application de la P.A.C. (gouvernement, laiteries) de réorganiser la production selon leur volonté.

La restructuration n'est pas à refuser, bien au contraire, mais celle-ci doit être l'occasion de mettre en place une agriculture différente basée sur l'entraide et la gestion collective (producteurs-consommateurs), sur la garantie d'un niveau de vie suffisant (garantie de revenu par les quanta, protection sociale) et d'un temps de travail raisonnable (actuellement, faute d'un revenu suffisant, les éleveurs ne peuvent guère se faire remplacer le week-end ou pendant des journées de formation professionnelle ou syndicale), et sur la non-exploitation du Tiers-Monde (importations de manioc, soja, pétrole, légumes de contre-saison

O.N.I.L.A.I.T. : Office national interprofessionnel du lait.

C.N.I.E.L. : Centre national de l'interprofession et de l'économie laitière.

C.R.I.E.L. : Centre régional de l'interprofession et de l'économie laitière.

F.N.S.E.A.-C.N.J.A. : toujours fidèles à eux-mêmes.

A.G.P.B. : Association générale des producteurs de blé.

C.R.I.A.D. : Centre de relations internationales entre agriculteurs pour le développement.

F.R.L.P. : Fédération régionale des producteurs de lait (association F.N.S.E.A.).

S.O.L.A.G.R.A.L. : Solidarités agro-alimentaires.

« Lettre de Solagral » : 5, impasse F. Bizette, 35 000 Rennes.

P.C.F. : OUILLE A MON ÉLECTORALISME

O n ne vous apprendra pas que le Parti communiste français a subi un sérieux revers aux élections européennes. Dur pour un parti politique qui a toujours cherché à se fonder dans un sentiment d'unité nationale, qui a, plus que de raison, sacrifié l'avis de militants de base à l'électoratisme à tout crin. S'il faut conserver le ton de la coupe d'Europe de football, un adage populaire nous dit qu'il ne faut pas changer une équipe qui gagne. Si une équipe perd, il serait donc logique d'en remplacer des éléments ou au moins se poser le problème du pourquoi des défaites.

Il n'est pas dans notre intention d'analyser le déclin électoral du P.C., il existe c'est tout. Et nous constaterons que rien ne change place du Colonel-Fabien, débat interne, connais pas, rien à voir, circulez !

Pourtant plus d'un militant communiste doit en avoir sa claque des diverses prestations du secrétaire général du P.C. Mais il reste toujours et affirme que le célèbre centralisme démocratique fait toujours force de loi à l'ancienne place du Combat...

Le Parti communiste peut-il se remettre en question sur un point précis sans tout remettre en question ? Dire que le P.C. s'est trompé en laissant Georges Marchais le représenter à l'opinion publique est-ce donc en fait pour le comité central du parti que tout est à refaire ? Car la stratégie de conquête du pouvoir, l'électoratisme, le parlementarisme, tout ça est lié, Georges Marchais n'en est que l'expression faite homme. « Il vaut mieux avoir tort avec le Parti que raison contre lui », entendait-on à la Libération, quand l'effort national était à son paroxysme. Rien n'a changé, les bouches semblent s'ouvrir, mais le secrétaire général reste le secrétaire général... Qui a dit diplomocrite ?

A. P.

LE DOSSIER DES SQUATTS EST PERDU, LES SQUATTERS S'Y RETROUVENT

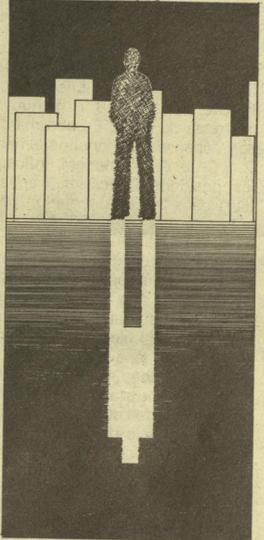
L e 20 juin, les squatters associatifs étaient de nouveau face à la « justice » pour les événements de la rue des Dunes (cf M.L. n°535), en décembre 83. Les magistrats se sont dégonflés et les squatters se sont bien amusés !

Face à la justice, il y a, en gros, deux attitudes possibles : soit on accepte les règles du jeu, soit on renverse la table, connivence ou rupture... Généralement, les magistrats respectent les règles du jeu, pour la simple et bonne raison qu'ils les ont édictées eux-mêmes et qu'avec elles le maintien et l'efficacité de leur pouvoir sont garantis. Ce qui fit l'originalité de ce procès du 20 juin, c'est que pour une fois les magistrats firent de la rupture. Les magistrats refusèrent les règles du jeu, les magistrats refusèrent de faire notre procès.

Plutôt que de nous juger, ils quittèrent la salle d'audience sous les insultes. Le prétexte ? Ils disaient avoir perdu le dossier ! Cela fit rire tout le monde ! Il est vraiment dommage que le ridicule ne tue pas, car ce 20 juin aurait endeuillé la magistrature. Nous n'aurons

donc pas la tribune attendue pour dénoncer la crise du logement et la politique du pouvoir de gauche à l'encontre des squatters.

Peu nous importe, nous n'avons pas besoin de cela pour mener notre lutte, au jour le jour, loin du spectacle judiciaire. La dérobade de la magistrature nous renforce. Et quant à tomber dans le piège — grossier — consistant à réclamer notre procès pour prouver notre « innocence » et la force de nos idées, que l'on ne compte pas sur nous. Nous prouvons ce que nous voulons, à qui nous voulons, quand nous voulons, où nous voulons. Que la magistrature et la bourgeoisie se fassent de nous l'opinion qu'ils veulent, nous n'avons rien à leur prouver. Alors s'ils ne veulent plus de procès, eh bien il n'y aura pas de procès ; nous, nous assumons nos actes là où la vie nous mène, que ce



soit dans l'enceinte judiciaire ou autre part. Ici et maintenant, demain et ailleurs.

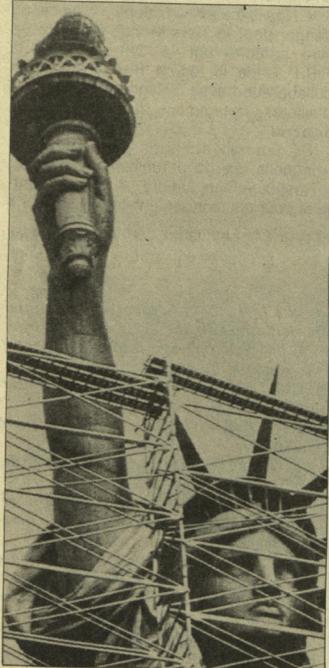
Frédéric Joyeux

LIBÉRAL-LIBERTAIRE ET LIBÉRAL-LIBERTARISME ?

D e quel monstre, gauche ou droite, ont-elles encore accouché ? Depuis maintenant près de trois mois, ces deux expressions — libéral-libertaire et libéral-libertarisme — reviennent assez souvent dans la presse écrite et surtout dans les journaux de gauche, qu'elles soient utilisées voire banalisées par les journalistes ou par les politiciens eux-mêmes, droite et gauche confondus. Mais que peut donc signifier cette association de termes qui pour nous, anarchistes, s'excluent ?

Vous avez dit : « libertaires » !

En fait ces figures de rhétorique revêtent à la fois un sens politique et un sens économique. Alain Madelin (député



U.D.F.), interrogé récemment sur Mai 68 (*Les Nouvelles* du 3 au 10 mai 84) déclarait : « (...) on avait à faire à un psychodrame collectif, il y avait des mouvements d'extrême gauche très totalitaires et en même temps de grandes pulsions libertaires. J'ai eu le sentiment qu'il y aurait une génération qui allait découvrir l'antitotalitarisme. Mai 68, ça aura été ça aussi : on remettait en cause le stalinisme et bientôt le léninisme... Les jeunes libertaires soixante-huitards sont destinés à être les libéraux des années 80 ».

Mais qui sont ces jeunes libertaires dont Madelin parle ? Qui se disait libertaire en 68 ? Et pourquoi ? Madelin n'entre pas dans le détail et on le comprend ; en rusé politicien qu'il est, il ne veut revenir qu'une valeur négative et unique : l'antitotalitarisme. Il se gardera bien de parler d'idées comme le fédéralisme tel que nous le concevons, c'est-à-dire sans autorité, de la gestion directe, de l'internationalisme. De même, pour revenir aux valeurs négatives, il ne parlera pas de lutte contre tous les impérialismes existants, du capitalisme que nous, anarchistes, combattons avec autant de vigueur que le communisme d'Etat. Il est bien plus simple pour lui de ressasser ce vieux schéma manichéen qu'affectionnent nos grands humanistes libéraux et que demeure l'éternel antagonisme entre l'Union soviétique et les pays qui lui sont infédérés qu'ils identifient au goulag, à l'intolérance et à la violation des droits de l'homme par opposition aux pays capitalistes dits démocratiques qui symbolisent à leurs yeux la liberté et l'universel. L'humanisme libéral est fondé sur un individualisme abstrait dominé par le libre arbitre (l'exemple du libre choix en ce qui concerne l'école), l'initiative privée, la libre circulation des marchandises (qui passa avant celle des hommes).

Le « libéral-libertarisme » n'est pas une nouvelle doctrine puisque le terme « libéral » n'ajoute rien à ce que nous connaissons déjà du libéralisme. De plus, il faut souligner que c'est toujours le mot « libéral » qui est utilisé et non « anarchiste », comme quoi l'interdit n'est toujours pas levé. Il s'agit bien d'une récupération politique, une de plus, visant

sans doute à donner du libéralisme une image plus sympathique. Rappelons-nous que, dans les années 30, l'organisation d'extrême droite l'Action française avait créé un cercle Proudhon ; un peu plus tard, sous le régime de Vichy, des syndicalistes se laisseront griser par la Charte du Travail de Pétain, estimant alors qu'elle comportait des éléments proudhoniens, niant ainsi la pensée de Proudhon prise dans sa totalité. Madelin dit lui-même qu'il apprécie beaucoup Proudhon et... Bertrand de Jouvenel.

Pour les libéraux, la haine de l'Etat peut constituer un point commun avec les idées libertaires. Mais l'Etat leur est haïssable seulement lorsqu'il représente un obstacle pour le profit, celui-ci restant une constante. Et lorsqu'ils vont jusqu'à parler de disparition de l'Etat, il ne s'agit que d'une sublimation : l'Etat n'intervient plus dans la vie économique ; mais il reste l'indispensable instrument d'oppression.

Super-libéralisme revient !

Parallèlement à tout cela, nous assistons à un retour en force du libéralisme intégral, prôné par von Hayek et Friedman et appliqué par Reagan et Thatcher. Une telle politique n'était pas pensable en France avant l'arrivée de la gauche au pouvoir. Giscard, Chirac et Barre auraient pu dénationaliser certaines entreprises, privatiser l'école publique et l'adapter davantage à l'économie, ils ne l'ont pas fait car lors du dernier septennat, les capacités mobilisatrices des composantes de la gauche ne l'autorisaient pas. Et ne nous y trompons pas, lorsque Madelin parle des libertaires, il ne pense certainement pas aux militants des organisations anarchistes, aux anarcho-syndicalistes, aux jeunes lycéens, étudiants ou travailleurs libertaires ; il s'adresse plutôt à une jeunesse peu politisée, mais surtout à des esthètes comme ceux de *Libération*, ex-gauchistes pour la plupart reconvertis à la pub ou au journalisme, au service d'un gouvernement qui se charge, en retour, de leur trouver leurs principaux actionnaires.

La droite libérale ne cesse de faire des clin d'œil à un gouvernement de gauche dont Reagan, Thatcher et Kohl sont les premiers soutiens. Parce qu'il gère aussi bien que la droite, sinon même mieux qu'elle, la crise du capital, procède à la restructuration du capitalisme en remplaçant les hommes par les robots — source intarissable de profits — dans les entreprises et préconise la rigueur budgétaire tout en diminuant les aides sociales (cf article de Raoul Boullard dans M.L. n°531), mais aussi militarise la société, envoie son armée au Tchad et au Liban (et peut-être, demain, dans le golfe Persique), participe au surarmement et donne ainsi un second souffle au capitalisme et à ses visées impérialistes.

Aussi lorsque la droite parle de « libéral-libertarisme », il faut se dire qu'il existe bel et bien un libéralisme de gauche qui pourrait servir de tremplin à un libéralisme intégral (lorsque la droite reviendra au pouvoir), mais qui compte de plus en plus de théoriciens et de promoteurs parmi les intellectuels de gauche que Max Gallo trouvait bien silencieux, il y a encore peu de temps. En effet, quelques personnalités comme Alain Minc, directeur financier de Saint-Gobain et auteur de *L'Avenir en face* (éd. Seuil), Serge July (*Libération*), mais aussi des journalistes du *Nouvel Observateur*, Pierre Rosenvallon (ex-théoricien de la C.F.D.T.), des syndicalistes de la C.F.D.T. sont regroupés dans la Fondation Henri de Saint-Simon, laquelle a publié plusieurs pamphlets depuis 1982 et a participé à la réalisation de l'émission *Vive la crise*. La politique économique actuelle du gouvernement de gauche est largement inspirée de leurs thèses. On y retrouve le même langage racoleur qu'à droite, ce terme barbare de « libéral-Libertarisme » entre autres. Nous avons des outils pour riposter à ces nouveaux sophistes et à leurs discours de diversion, aussi restons vigilants et n'hésitons pas à nous en servir.

Laurent
« Jeunes Libertaires »

LORRAINE CHÉRÈQUE TOUJOURS PLUS FORT !

LA Lorraine a été à la une du chômage durant de nombreux mois. Les grèves au niveau local, les manifestations dans la capitale avec les sidérurgistes de Marseille et de Dunkerque ont, sans atteindre un summum de combativité, mit le problème à la une des journaux. Le plan acier proposé par le gouvernement ne différait pas beaucoup de celui proposé par Giscard et le septennat précédent.

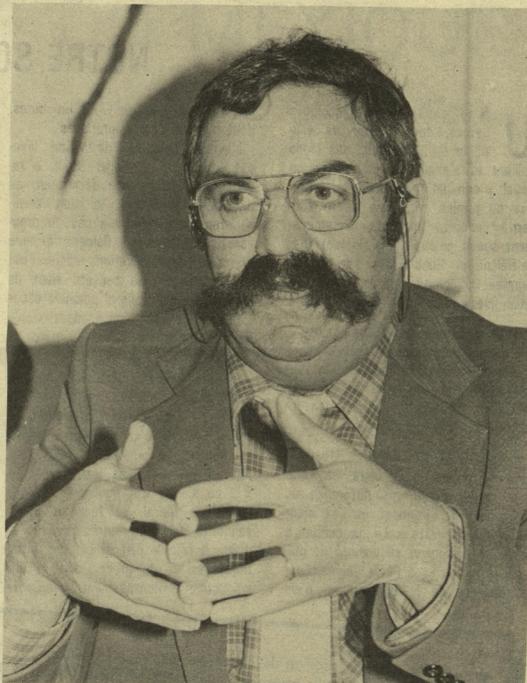
Ceci n'était pas perçu de manière uniforme par les organisations syndicales, aménagement ou refus du plan, les positions étaient diverses. Les positions des sidérurgistes lorrains de la C.F.D.T. à leur congrès ont créé quelques remous, mais à la veille des vacances et au milieu des explications politiques de la défaite de la gauche leur voix discor-

dante a peine à se faire entendre. Creusot-Loire avec son dépôt de bilan et mise en règlement judiciaire acceptés jeudi 28 juin par le tribunal de commerce de Paris a relégué au second plan les problèmes d'Usinor.

Pourtant tout ne semblait pas réglé pour la Lorraine, malgré la nomination de l'ex-syndicaliste Jacques Chérèque. Dépêché sur le terrain par le gouvernement, après les propositions de Fabius, Chérèque avait principalement pour mission la mise en place d'un programme de sauvetage « destiné à favoriser le redéploiement industriel en liaison avec les problèmes de reconversion ». Le conseil régional de Lorraine signerait le 11 juillet un contrat de plan Etat-Région pour 1984-1988. Il y aurait un mil-

liard de francs des collectivités locales, un milliard de francs de la région et trois milliards de l'Etat, à ajouter un milliard « complémentaire » que Jacques Chérèque sortirait de son chapeau pour la rentrée.

On reste dubitatif devant ces comptes, les usines marcheront-elles et les travailleurs auront-ils du travail ? Au sein du Conseil régional de Lorraine, le R.P.R. et l'U.D.F. auraient traîné des pieds pour signer. Tout en déclarant, à l'issue des débats, par la bouche du conseiller R.P.R. de Thionville A. Lacroix : « Il n'est pas désagréable ce monsieur Chérèque ». Auraient-ils d'excellents rapports et des intérêts en commun ? Europe ou Lorraine, les politiciens sont toujours égaux à eux-mêmes !



F. B. M. Chérèque : du syndicalisme à la préfecture.

A.F.P.

VINGT MILLE LIEUES SOUS LES URNES

Plus d'1 Français sur 2 ne vote pas

Ln'y a pas de mal, dit-on, à se faire du bien. Ça dépend. Quand ce plaisir coûte à tous (1) et ne profite pas à tout le monde, le jeu est faussé, malhonnête. Les plus optimistes d'entre nous n'y verront que farce, cirque, mascarade, certains crieront leur indignation, d'autres encore, haussant les épaules, s'en iront pécher à la ligne... Le monde est composite, tant mieux. Il ne reste plus, justement, qu'à faire respecter ses différences.

Le système adopté jusqu'à présent, en France, pour ce faire, est celui du suffrage universel. L'acquis de la Révolution — enfin, post-révolutionnaire. L'outil toujours auréolé de la victoire démocrate sue l'autocratie. Soit. Nous faut-il en rester là, accrochés à ce pis-aller dans un conservatisme timoré ? Imaginons en parallèle un refus de l'ordinateur par des mathématiciens encore éblouis par l'invention de l'ardoise.

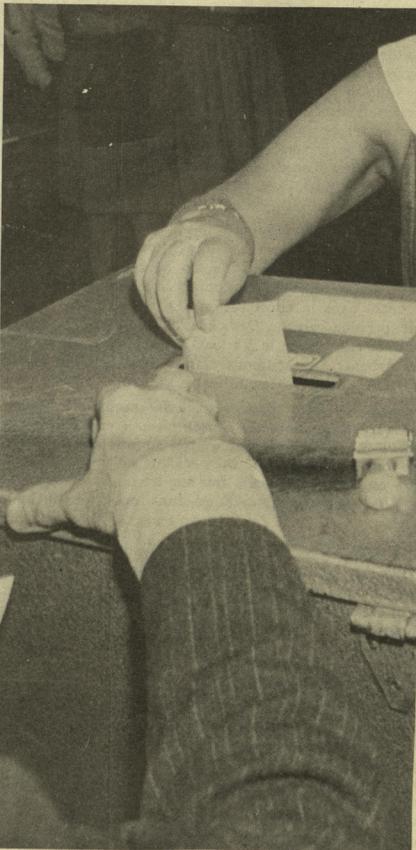
Il faut toutefois constater que le principe du suffrage universel n'a sans doute pas même à être remis en cause, car il n'est que le corps électoral constitué de tous les citoyens (avec cependant les restrictions que l'on connaît, mais qui ne sont pas irréversibles). L'expression de tous, en somme, ce qui dans le principe est indiscutable. Seulement, voilà, le terme de citoyen désignant un membre d'Etat, ou de nation, nous rappelle que le suffrage universel ne se rapporte donc qu'à un scrutin national, entité absconse et inhumaine s'il en fut. (Signalons par parenthèses que ce terme d'« universel » pour ce qui n'est que national traduit sans doute une volonté de repli sur soi, pour le moins, voire de délire mégalomane de la part du législateur.)

De qui se moque-t-on ?

De quelle façon, et franchement, consciemment, intelligemment, peut-on déléguer un représentant sans programme, ou sans garantie du respect de ce programme, sans contrôle, sans révocabilité, à un niveau qui dépasse tout électeur, celui de la nation ?... Quels centres communs d'intérêt peuvent réunir Bretons et Corsés dans un même scrutin, davantage qu'Alsaciens et Bavaoïses, ou que Basques... et Basques ! La nation... Pourquoi pas l'Europe !

Ce ne sont pour nous que des fadaïses, et il en est pour s'y prêter. Les aristocrates d'avant 1789, en quelque sorte, sont aujourd'hui ces politiciens engraisés par la crédulité. Les CX noires à radiotéléphone et corcarde tricolore ont remplacé le carrosse. Les laquais seuls sont demeurés. Et l'on voudrait nous faire croire qu'il n'est qu'une alternative, aujourd'hui : parlementarisme (« imparfait, certes, m'enfin bon, quand même... ») ou fascisme ? Faux dilemme ! Le parlementarisme, de leur propre aveu, est une voie timorée, un conservatisme qui n'ose dire son nom. Par ailleurs, affirmer que l'un fait le lit de l'autre, est-ce de la provocation ? Pas si sûr. Qui oserait nier ce lissage de peau que furent pour l'extrême droite les récentes élections européennes ?

Car il est un autre aspect de ces délires électoraux, de ces scrutins à une échelle inhumaine (même les municipales quand on sait comme le maire est inféodé au préfet), dont on parle peu, c'est la représentativité. Nul politologue ne saurait mettre en doute la légitimité de ce genre de (show-) business. Les règles en sont codifiées, par la loi, celle-ci est censée avoir été respectée. Bon. Mais qui ces élus représentent-ils ? Prenons le cas des européennes du 17 juin. Vainqueur, sous les couleurs bleu, blanc, rouge, à casaque opposition-droite bon teint : la liste Simone Veil,



La main dans l'urne.

A.F.P.

43% des suffrages valablement exprimés. Cette dernière expression rejette déjà un bon paquet de votants (venus seulement pour, par exemple, rayer rageusement sur la même liste le nom de Robert Hersant, ancien collabo, au nom du respect de S. Veil, ex-députée insuffisamment rancunière...)

En outre, si *Population et sociétés*, mensuel de l'I.N.E.D. (2), nous livre son enquête (sont-ce des chiffres inavouables pour le ministère de l'Intérieur ?) sur les personnes en âge de voter, en ayant la capacité légale, mais non inscrites sur les listes électorales en 1977 — 6% —, le très respectable I.N.S.E.E. (3) nous révèle le chiffre des non-inscrits au 1^{er} mars 1982 : 11,3% (4). Plus de 4 millions de Français dans l'illégalité (l'inscription, contrairement au vote, en France, est obligatoire !). Chiffre presque doublé en cinq ans...

Des groupuscules qui gouvernent

Ce n'est pas tout. On n'a pas dit, on a même caché que les seuls vainqueurs, finalement, ce 17 juin furent les abstentionnistes (5), 44% ! La presque moitié des inscrits, et à laquelle un dixième (les non-inscrits) peut être additionnée.

La voilà, la majorité, absolue celle-là, celle qui n'a pourtant aucun moyen de s'exprimer, en comparaison du matraquage radiophonique, écrit et audiovisuel exercé par les tocards électoralistes.

Bien sûr, tous ces non-inscrits et abstentionnistes ne sont pas révolutionnaires ou politiquement conscients, concernés ; bien sûr, beaucoup s'en moquent et préfèrent taquiner le goujon. Mais à qui la faute si la vie de la cité ne les intéresse pas ? Ce système est moisi, il craquèle de tous bords. A nous de proposer les plans anarchistes, les armes qui sont les nôtres pour hâter la débandade politicienne. Notre possible audience est la plus large, la plus nombreuse qui soit. Ouvrons à nous faire entendre et aider à l'instauration d'une cellule de vie crédible : la commune fédérée. A la trappe, l'Etat et ses parasites ! Ces derniers ne sont que deux sortes. Ou poignée de carriéristes assimilant leurs intérêts cupides à la fonction même de l'Etat, ou — ce qui n'est pas mieux — bonnes intentions emberlificotées dans des institutions vicieuses qui ne peuvent engendrer que mensonge et démagogie. Dans ce système, on voit mal ce que le corps électoral pourrait produire, sauf des étrons.

Gérard C.
Groupe du XIV^e

(1) Ex. : élections européennes du 10-6-79 : 110 262 000 F pour l'Etat français (à multiplier par 2 ou par 3 pour les législatives ou les présidentielles).

(2) Institut national d'études démographiques. Numéro de février 1978.

(3) Institut national de la statistique et des études économiques.

(4) Article de Jean Morin, chef de la division « Répertoires des personnes physiques », intitulé : « Un Français sur dix ne s'inscrit pas sur les listes électorales ».

(5) C'est un progrès ! Si l'institution du suffrage universel date de 1848, on trouve en août-septembre 1792 trace de ce mode de scrutin pour la Convention nationale. L'abstention y fut de... 90%.

JACKY CHALLOT NOTRE SOLIDARITÉ C'EST SA LIBERTÉ

UN procès baclé en quelques heures, dans une petite ville de la Baltique, avec des juges baillants et s'ennuyant, pour juger un banal « criminel » ou bien la tentative de remise en cause de la solidarité concrète apportée au mouvement social polonais ? Comment Marie-Hélène et Gilbert, amis de Jacky, membre du comité local pour sa libération, présents au procès l'ont-ils perçu ?

Tout d'abord le caractère « public », en dehors d'eux, de la famille et de membres du consulat, était surtout présenté par une quinzaine de policiers en civil ! Cependant la télévision locale filmait le déroulement.

Il est apparu que Jacky a été arrêté à la frontière le 22 mars, les douaniers ayant perçu une différence de largeur entre l'intérieur et l'extérieur de sa camionnette... Le procureur a tenté de démontrer sa volonté de nuire à la nation et à l'Etat polonais par la présence de 5 duplicateurs, d'en-

cre, de papier et de 778 brochures, dont seulement trois autorisées !

L'avocat polonais, de Virion (avocat également de Roger Noël), a reconnu le délit de non déclaration en douane, mais refuse le délit criminel, rappelant qu'on n'a pas pu prouver de contacts en Pologne et que la notion de publications illicites est très élastique : la censure vient de s'abattre sur un journal polonais osant évoquer cet acte éminemment « subversif » qu'est la visite du pape en Suisse !

L'autre avocat, Liezywek (nommé d'office), a d'ailleurs déclaré : « La meilleure preuve de l'innocence de Jacky Chalot, c'est (le vide de) l'acte d'accusation ». Jacky, très heureux de retrouver ses amis, avec qui, il a pu s'entretenir quelques instants, avait bon moral, se félicitait de la solidarité avec les autres détenus et maîtrisait bien le déroulement des interrogatoires et du procès, malgré une traduction (volontairement ?) approxi-

mative de l'interprète. Dans la déclaration qu'il a faite, il a notamment rappelé les accords d'Helsinki qui prévoient la libre circulation des hommes et des idées.

Une cinquantaine de témoignages écrits, rappelant qu'il a agi en syndicaliste, par solidarité et internationalisme, a empêché le tribunal de dénaturer son action.

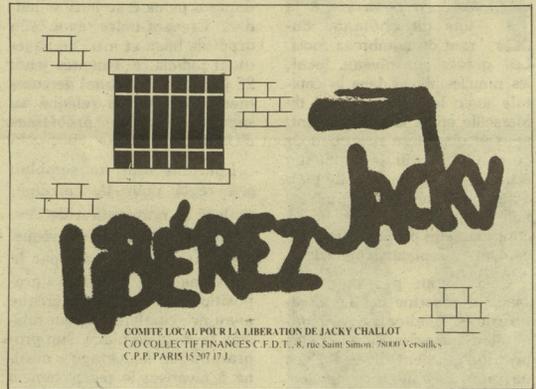
La sentence a été connue aussitôt : 2 ans de prison ferme et 500 000 zlotys d'amende. La transmutation de la peine en caution n'a pas été accordée immédiatement par le tribunal, comme pour Roger Noël, mais pourrait éventuellement être appliquée dans un délai de 7 jours.

De toute façon, l'action pour sa libération continué, notamment pour rassembler des fonds pour la rançon. Comme l'a dit son avocat : « Celui qui est prudent, très prudent, agit pour lui ; mais noble est celui qui agit pour les autres ». Il faut, après Oli-

vier Roux, faire libéré Jacky Chalot, mais aussi les accusés du K.O.R. et tous les détenus de Solidarnosc. Pour tout contact : Comité local pour la libération de Jacky Chalot, 8, rue

Saint-Simon, 78000 Versailles (tél.: 951.25.69, C.C.P. : Collectif Finances-C.F.D.T., 15 207 17 J, Paris).

Céline et Serge



UN CAS EXEMPLAIRE L'INTERVENTION AMÉRICAINE AU GUATÉMALA EN 1954

EN 1954, le régime de Jacobo Arbenz est renversé. Il s'agit d'une véritable opération de gangstérisme visant à écraser des institutions démocratiques et à protéger les intérêts d'une entreprise américaine, la United Fruit. Cette société, connue sous le nom de « El Pulpo » (la pieuvre) possède 3,5 millions d'hectares aux Caraïbes et en Amérique latine. Elle constitue un immense réseau dont les tentacules se ramifient jusqu'aux cercles les plus fermés de la C.I.A., du département d'Etat et du Pentagone. Pour l'anecdote, on peut mettre à l'actif de cette société l'invention du terme : « république bananière ».

Au Guatemala, pendant une dizaine d'années, fut mis en œuvre un programme de réformes qui aboutit, en 1953, à plusieurs vagues d'expropriations dont la United Fruit fit les frais. A ce sujet, Eisenhower écrira dans ses mémoires : « Le gouvernement Arbenz annonce son intention de distribuer 225 000 acres (90 000 hectares) non exploités appartenant à la United Fruit Co. (...) La compagnie doit recevoir une compensation tristement inadéquate de 600 000 dollars ».

Opérations clandestines

L'oligarchie au pouvoir, les responsables de l'armée, la United Fruit vont se mobiliser. Ils vont mettre sur pied une opération destinée à renverser le régime en place, appelée « Operation Success ». Pour commencer, le chef de la C.I.A., le général Badell-Smith, devient membre du conseil d'administration de la United Fruit. Ensuite, Allen Dulles, président de la United Fruit, devient directeur de la C.I.A. Un échange standard en somme !

On aura ensuite recours à un certain Edward Bernays. Cet homme, qui est un maître des techniques publicitaires et marketing, apparaît au budget de la United Fruit. Ce personnage a écrit un livre intitulé *Propaganda*, où il dit notamment : « La manipulation intelligente et réfléchie des habitudes et des opinions des masses est un élément d'importance dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme invisible de la société représentent un gouvernement fantôme qui exerce le véritable pouvoir dans notre pays. »

Ce monsieur va mobiliser tous les médias : journaux et radios, sur le thème : « Le communisme dans les Antilles ». C'est un thème qui marche auprès de l'opinion publique américaine, mais les dirigeants sont parfai-



Des soldats patrouillant dans une ville du nord.

tement lucides sur le caractère artificiel de la campagne de propagande. Eisenhower lui-même écrira dans ses mémoires que « par elle-même, l'expropriation n'est pas, bien entendu, une preuve de communisme ».

La presse latino-américaine reprendra ce thème de l'anticommunisme, participant ainsi à l'écrasement d'une tentative de se libérer un tant soit peu de l'emprise des Etats-Unis.

En Floride et au Nicaragua, avec le soutien de la famille Somoza, d'intenses préparatifs para-militaires ont lieu. Des camps d'entraînement de spécialistes de l'assassinat et du sabotage sont créés sur les plantations de Somoza. Un véritable gangster, John E. Peurifoy, est nommé ambassadeur au Guatemala. C'est un spécialiste du terrorisme politique qui est chargé d'organiser sur place le travail de sape. Peu après, les Etats-Unis abrogent les accords commerciaux avec le pays, dont 80% des exportations allaient aux Etats-Unis. Le 24 mai, un blocus naval est organisé.

La hiérarchie catholique nationale et internationale intervient. Le représentant local du Vatican, le cardinal Spellman, affichant depuis longtemps son opposition aux réformes, a des contacts étroits avec la C.I.A. et entre dans la conspiration. Le département d'Etat fait pression sur la Démocratie chrétienne italienne pour qu'elle pousse le Vatican à prendre position contre Arbenz. Des réunions clandestines ont lieu entre la C.I.A. et des représentants du Vatican.

Dans une lettre pastorale, la hiérarchie de l'Eglise invoque « la menace du communisme » et exhorte « le peuple du Guatemala à se dresser comme un seul homme contre cet ennemi de Dieu et de la nation ». Le message est diffusé plusieurs fois sur les ondes et des milliers de tracts sont parachutés dans les régions les plus isolées.

Le 25 juin 1954, au matin, à l'apogée de l'intervention, le ministre guatémaltèque des Affaires étrangères envoie un long télégramme au gouvernement des Etats-Unis. C'est l'un des appels à la clémence les plus pathétiques de l'histoire du XX^e siècle : « J'ai la douleur d'informer votre excellence que la population civile du Guatemala est la cible d'une attaque barbare lancée à partir d'avions en provenance du Honduras. Le Guatemala supplie instamment votre excellence de bien vouloir prendre connaissance de cette douloureuse situation et demander à votre gouvernement éclairé, toujours respectueux des droits de l'homme, dont il a été le porte-drapeau, de se montrer assez bon pour intercéder auprès du Conseil de sécurité des Nations unies afin que sa résolution du 20 de ce mois, demandant la cessation immédiate de toutes les activités provoquant une effusion de sang, ne soit pas bafouée (...) ».

Le gouvernement des Etats-Unis n'accusera même pas réception, et le régime d'Arbenz sera renversé le 27 juin au matin. Le nouvel homme fort du régime, Castillo Armas, est acclamé ainsi par l'archevêque Arellano : « Puisse Notre Seigneur Dieu vous guider, vous et vos héroïques compagnons, dans votre campagne de libération contre le communisme athée ». Fort de cette bénédiction, un régime de massacres et de terreur sera mis en place par le nouveau gouvernement.

Le 30 juin 1954, le nonce apostolique s'envole pour San Salvador où, avec d'autres ecclésiastiques, la C.I.A., des responsables du département d'Etat, est décidée la composition du nouveau gouvernement. Pour compléter la mise au pas, l'A.F.L. se met en branle pour étouffer les syndicats. Il se crée un comité national pour la réorganisation des syndicats. Le code du travail est jeté par-dessus bord. Ce code du travail était l'un des plus avancés de l'Amérique latine. Les terres expropriées sont rendues à la United Fruit. Les rapports entre l'Eglise et l'Etat sont organisés sur le modèle de l'Espagne franquiste.

Régime de plomb

Les escadrons de la mort liquident de façon massive des dirigeants syndicaux et des opposants ; ce régime de terreur continue encore aujourd'hui. Le *New York Times* du 14 mars 1983 révèle : « Nous n'avons cessé d'entendre la même histoire : des soldats du gouvernement en uniforme arrivent dans un village, rassemblent les hommes et les femmes, et les mitraillent. Mais, apparemment, ils ne gaspillent pas leurs balles à tirer sur des enfants. Ils les attrapent par les pieds et leur écrasent la tête contre un mur... ».

Aucune organisation non gouvernementale se préoccupant des droits de l'homme ne met en doute les exactions des escadrons de la mort, sous Rios Montt comme, actuellement, sous Ott Mejca. Les travailleurs de l'usine d'embotteillage Coca-Cola de Guatemala-Ville, en grève depuis 4 mois, témoignent de la présence de policiers en civil autour de l'usine, prétextant quelques accrochages futiles pour intervenir violemment. Coca-Cola prend la relève de United Fruit (aujourd'hui United Brands). Le poids des multinationales écrase qui-conque se met en travers de leur route. Seuls restent les gangsters, à l'exemple de Phillips, responsable de la radio « Liberacion » — radio clandestine d'intoxication — qui a participé à la destabilisation du gouvernement Arbenz et qui dirigea, en 73, les opérations de la C.I.A. contre le régime d'Allende, au Chili. Savoir qu'il est impliqué dans l'assassinat du président J.-F. Kennedy n'étonnera donc personne.

Raoul Bouillard

LE VÉRITABLE VISAGE DU MEXIQUE

DEVANT la face du monde, le Mexique est le symbole de la démocratie et de la liberté. Mais en réalité, le vrai visage de ce pays est pareil à un cimetière couvert de cadavres d'« inconnus ». Ces cadavres appartiennent à des milliers de paysans ; beaucoup d'étudiants, de professeurs et d'ouvriers qui se sont insurgés contre la brutalité du pouvoir.

Le gouvernement fait tout son possible pour que les citoyens ne soient pas au courant de cet état de fait et pour ne

pas mettre en évidence que son visage est en réalité un masque qui cache la cruelle et impitoyable répression des provinces. Dans le reste du pays, les gouverneurs, les politiciens et les « caciques » torturent, emprisonnent et massacrent les paysans qui cherchent à se regrouper pour réclamer leurs droits et leurs terres qu'on leur a maintes fois volées.

Si nous devions élaborer une liste des méfaits, elle serait interminable. Nous nous limiterons exclusivement aux abus commis depuis mars dernier. Le Parti

mexicain des travailleurs informe que, sans compter les centaines de crimes commis dans les « Huastecas » et dans les montagnes de Hidalgo et Veracruz, trois indiens ont été tués et plus de vingt ont été séquestrés lorsque la police de plusieurs corps et des « pistoleros » à la solde des caciques ont assailli le village de Texochilt.

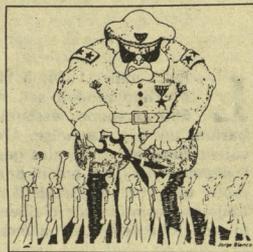
Le Parti socialiste unifié informe également que le représentant agraire de la municipalité de Temoac a été assassiné pour avoir dénoncé l'assas-

sinat de quatre paysans qui voulaient récupérer leur terre.

A Oaxaca, Alvaro Pacheco, président du conseil Zapoteco a dit devant le président de la République : « Nous sommes victimes des « accapareurs » qui nous abandonnent à notre sort et nous empêchent de réclamer ce qui nous appartient ; si nous protestons, nous sommes emprisonnés et si nous servons de leaders, nous sommes tués ». L'événement le plus récent fut l'assassinat de Aurelio Cabrera, président du conseil suprême Chinanteco dont le dossier fut fermé par le procureur sans avoir découvert le criminel ; je ne sais pas ce qui pourrait m'arriver pour avoir dénoncé ce fait ».

Dans une tragique chronologie de faits qui se sont produits dans le village de Huitzilán-de-Serdán, dans l'Etat de Puebla, Marcos Martinez dénonce la répression contre les paysans au nom de la Coordination nationale Plan-de-Ayala, organisation d'ailleurs non soumise au gouvernement et au mouvement ouvrier.

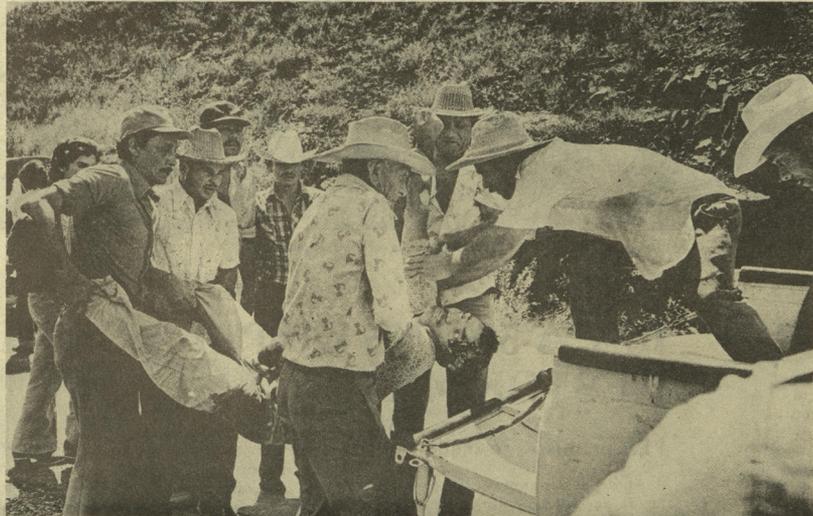
Dans ce texte, Martinez, au nom de la coordination (CNPA), dénonce « les actes de répression et de violence que les organisations du C.N.P.A. ont subi ». Le cas le plus concret étant celui des compagnons de l'Union paysanne indépendante (U.C.I.) qui sont sans arrêt harcelés, depuis plus d'un an, par l'organisation Antorcha campesina.



Ainsi le 15 février, des éléments de Antorcha campesina, aidés de soldats ont pris d'assaut la mairie et l'ont pillée. Depuis le 24 février, le village de Huitzilán de Serdán vit en état de siège. Depuis le 1^{er} mars, on peut noter toute une série de violence sur les paysans : tortures, maisons incendiées et pillées, assassinats, emprisonnements et détentions de compagnons par dizaines. Tous ces actes sont commis par Antorcha campesina conjointement avec la police judiciaire. Plus de 44 personnes sont mortes suite à ces préjudices.

Ce texte écrit par Francisco Carranza explique la situation et la réalité mexicaine. Les événements à propos de la répression dans le village de Huitzilán de Serdán se sont passés entre le 24 février et le 14 mai 1984, et risquent de se poursuivre.

Relations
internationales



LA CROIX NOIRE ANARCHISTE

LA Croix noire anarchiste réapparaît à Londres en 1971 après une quasi-inactivité de quelques années.

Depuis sa reconstitution, ont figuré au nombre de ses secrétaires Giuseppe Pinelli (assassiné par la police italienne), Gjeorge von Rauch (fusillé par la police ouest-allemande) et Stuart Christie (accusé de participation aux actions des « Brigades de la colère »). L'ancien secrétaire aux Relations internationales était Miguel Garcia, qui a participé à la guerre civile et qui a passé trente ans dans les geôles de Franco.

La Croix noire anarchiste tente de dispenser une assistance active aux prisonniers libertaires, en Espagne, Italie, Grèce, Etats-Unis (avec le cas actuellement de Lorenzo Kombo Ervin), en Grande-Bretagne, Irlande, Chine, Turquie et R.F.A.

En Espagne, la Croix noire anarchiste a aidé beaucoup de familles de prisonniers et s'est solidarisée également avec le mouvement anarchiste en reconstitution avant et après la mort de Franco.

Les militants de la Croix noire sont disséminés un peu partout dans le monde, bien qu'avec le recul des idées anarchistes dans certaines parties du monde les contacts aient régressé. Cependant, plus récemment, nous avons établi de nouveaux contacts en Grèce, au Canada et en Afrique de l'Est. Des groupes de la Croix noire anarchiste se sont constitués en Italie et au

Danemark, tandis qu'en Espagne ses amis sont de plus en plus nombreux. Si la résistance anarchiste se développe, le besoin de soutien local et international devra à son tour être plus grand. Nous lançons un appel à tous les anarchistes qui soutiennent la lutte de classes anarchiste afin qu'ils forment des groupes de la Croix noire anarchiste locaux, régionaux et internationaux.

La section londonienne de l'A.B.C. continue parallèlement à coordonner l'information jusqu'à ce qu'un nouveau secrétariat se constitue.

Voici des informations relatives à notre tâche : un service de presse, envoi d'informations urgentes.

Cette initiative est née du centre de documentation anti-étatique et du réseau d'informations auquel nous participons directement. Le centre de documentation anti-étatique et le réseau d'infos ont pour fonction d'envoyer des communiqués de presse lorsqu'il y a une information majeure à faire paraître. Une liste de la presse et des télévisions à un niveau international a été dressée.

Le Centre de documentation anti-étatique et le Réseau d'infos ont également constitué une liste des organisations internationales connues, des éditeurs et des groupes locaux afin de leur faire parvenir les informations urgentes. La liste des informations urgentes est automatiquement envoyée à ces contacts.

Récemment, le service de presse et la liste des infos urgentes ont été envoyés au nom de la Croix noire anarchiste, afin de rendre publique le cas de la grève de la faim de Photio Danatos et Kyriakos Miras qui étaient sur le point de mourir et partiellement grâce au mouvement de protestation international ils furent plus tard relâchés.

Les publications

Le *Drapeau noir* est maintenant publié en deux formats : d'une part sous la forme d'un bulletin d'infos (de parution quinzomadaire) et d'autre part sous la forme d'un journal (trimestriel).

Le bulletin d'infos se fait l'écho des actions anarchistes courantes et des contacts.

Le journal, quant à lui (sous peu il prendra la forme d'un magazine) publie les analyses de fond. Ces deux publications sont connues pour leur caractère internationaliste.

Tout centre de documentation peut recevoir le *Drapeau noir* gratuitement sur demande.

Nous envoyons également des exemplaires gratuits aux prisonniers qui nous en font la requête. Les fédérations internationales et régionales, les organisations anarcho-syndicalistes qui désirent recevoir des exemplaires n'ont qu'à nous le faire savoir.

Documentation/recherche

Le Centre de documentation anti-étatique et le Réseau d'infos tentent actuellement de répertorier

les archives anarchistes détenues dans des centres de documentation locaux, régionaux et internationaux. Nous espérons réaliser ce projet en rassemblant tous les répertoires individuels. Cela devrait à son tour faciliter les recherches et constituer une réserve d'informations des plus efficaces.

Les infos concernant la détention des archives doivent être envoyées à notre centre en mentionnant votre adresse si vous désirez participer à cette entreprise.

Echange d'informations anarchistes internationales

Nous espérons réussir à coordonner les projets ci-dessus énoncés dans la mesure où cela n'est pas trop ambitieux.

Notre adresse n'est pas une adresse permanente ; nous espérons néanmoins la conserver durant un certain laps de temps. Que nous changions de lieu (ce qui semble le plus probable) ou que nous restions au même endroit, nous avons l'intention de rassembler nos activités diverses et d'établir un centre international anarchiste.

Nous espérons que ce centre fonctionnera comme un pôle de contacts internationaux pour les informations.

Les locaux existants sont également couramment utilisés par une librairie (121 livres), par un groupe d'aide aux squatters locaux, et fonctionnent comme un lieu de rencontres et une adresse

pour les contacts de différents groupes (Mouvement d'action directe, sections britanniques de l'A.I.T., un groupe de jeunes anarchistes londoniens et un groupe d'anarcho-féministes).

Si le *Drapeau noir* continue à publier des nouvelles et si un centre d'information basé essentiellement autour de la Croix noire anarchiste s'établit, davantage de soutien sera indispensable.

Vous pouvez nous aider en publiant notre projet, en essayant d'impulser des groupes de la Croix noire anarchiste, en soutenant financièrement les prisonniers de la Croix noire anarchiste (fond d'aide mutuel), en nous envoyant des informations (plus particulièrement des nouvelles relatives à la lutte de camarades qui ont besoin de soutien), en participant à notre projet d'informations urgentes, en nous envoyant des exemplaires des publications locales...

Nous espérons qu'avec votre assistance, nous pourrions, dans la mesure de nos faibles moyens, contribuer à étendre et à renforcer le mouvement grandissant de la résistance au sein du mouvement révolutionnaire.

Pour tous contacts : Anarchist Black Cross, (121 Railton Road, London SE 24, England).

A. Meltzer
la Croix noire anarchiste
(section londonienne)

(Extrait du Bulletin des travailleurs libertaires — Libertarian Workers Bulletin)

LE DESTIN D'UN ANARCHISTE UKRAINIEN

LE 25 juillet 1934, à l'hôpital de Tenon, à Paris, Nestor Makhno rendait son dernier souffle. Deux jours après, 500 personnes assistaient à son incinération au columbarium du Père-Lachaise. De nombreuses nécrologies paraissaient dans les principales gazettes du monde entier. Qu'en est-il depuis ? A-t-il été enfoui dans l'oubli collectif ? Eh bien, il faut croire que non car jamais il n'a suscité autant la curiosité, pas toujours désintéressée d'ailleurs, d'écrivains et d'historiens à la recherche de galons universitaires.

Pour notre part, nous avons consacré une volumineuse étude à son destin, fil conducteur de la naissance et de la mort de la révolution russe. A l'occasion du cinquantenaire de sa mort, nous venons également de publier une anthologie de ses écrits politiques (1) ; de sorte que de solides matériaux existent dorénavant pour apprécier à sa juste valeur la contribution de Nestor Makhno à la cause anarchiste.

Le *Monde libertaire* se devait de marquer l'événement, aussi nous publions, d'une part un condensé historique de son activité militante, et d'autre part, sous forme de lettre ouverte, un aperçu de sa postérité en Ukraine.

A. Skirda

(1) Nestor Makhno, la lutte contre l'Etat et autres écrits, disponible à la librairie du *Monde libertaire*, 50 F.



Groupe communiste libertaire de Goulai-Polié en 1907 (Makhno est assis, à gauche).

A travers la vie et l'activité de Nestor Makhno, nous assistons en fait à une fresque haute en couleurs de vies qui s'incarnent en son destin qui verra naître et mourir la révolution la plus importante des temps modernes.

IL Y A 50 ANS DISPARAISAIT NESTOR MAKHNO

Les prémisses révolutionnaires

Au début des années 1900, le tsar Nicolas II de toutes les Russies voit son empire se lézarder : la guerre contre le Japon se transforme en une complète déroute.

Le régime révèle tout d'un coup toutes ses faiblesses et contradictions ; une grande partie de la population en profite pour tenter de faire valoir ses droits. Une grande jacquerie se déclenche dans les campagnes où le « coq rouge » (incendie) fait des ravages. Les ouvriers, aussi, érigent des barricades dans les villes et attaquent le régime.

Pour contenir ce premier assaut révolutionnaire des années 1905-1908, le gouvernement tsariste use habilement tantôt de concessions politiques et sociales, tantôt de répressions impitoyables ; grâce à ces deux moyens conjugués, il réussit peu à peu à maîtriser la situation.

Parmi les assaillants révolutionnaires, un jeune paysan anarchiste, Nestor Makhno se signale par son intrépidité et ses actions d'éclat contre les autorités policières et les riches possédants (attentats, « expropriations »). Le lieu privilégié de ses exploits se situe en Ukraine méridionale, dans la région très fertile de Tchernozom (terres noires), centre de ce que l'on appelait à l'époque le « grenier » à blé de l'Europe. Les actions téméraires du jeune Makhno finissent par attirer l'attention des autorités de la région et, soupçonné d'avoir tué un commissaire de police, il est arrêté en 1908, puis condamné à mort, à l'âge de 19 ans. Vu son jeune âge, sa peine est commuée en bagne à vie. Considéré comme « très dangereux », il est transféré à la prison politique de Boutyrki, à Moscou.

Soviets et bolchevisme

A la suite des résultats catastrophiques de la guerre de 1914, le régime tsariste s'effondre en 1917 et fait place à un gouvernement révolutionnaire provisoire. Libéré par la révolution de février 1917, après dix années d'emprisonnement, Makhno s'empresse de regagner sa région natale.

Malgré la guerre mondiale qui dure toujours, une ère de liberté et d'innovations sociales s'ouvre devant la population laborieuse. Par l'intermédiaire de ses organes d'autodirection, les soviets,

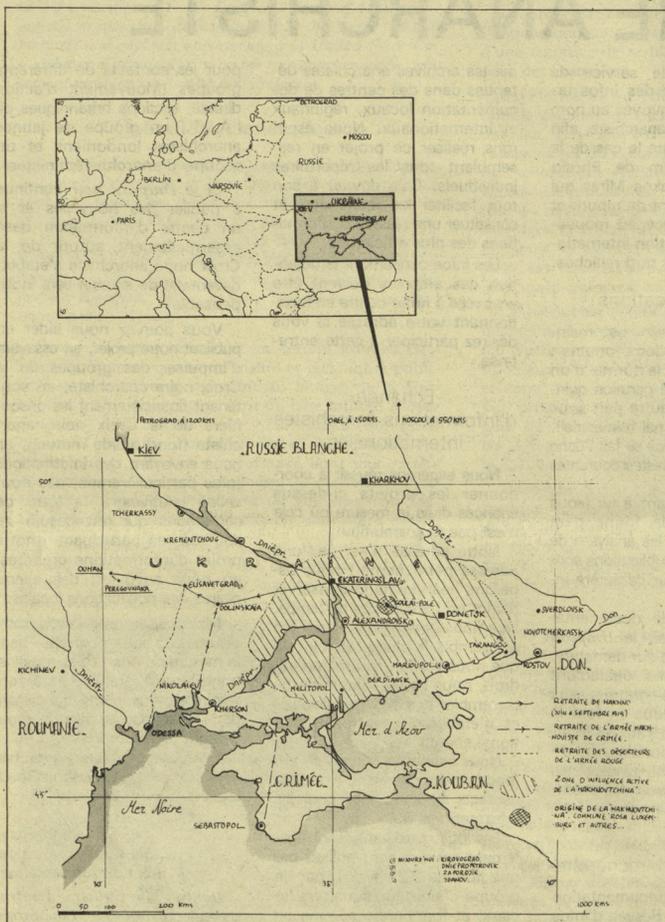
elle prend en main la vie économique et sociale du pays. Makhno joue ici un rôle très dynamique : avec ses compagnons anarchistes, il fonde des communes agricoles et des associations ouvrières, où les travailleurs s'organisent en toute indépendance et commencent à mettre en pratique leur conception radicale de la révolution : abolition des rapports marchands et du salariat, organisation en fonction des besoins de la production et de la consommation.

Survient la prise du pouvoir par les bolcheviks à Pétrograd, en octobre 1917, ce qui au nom des revendications les plus pressantes des travailleurs : « Paix immédiate ! », « La terre aux paysans, l'usine à l'ouvrier ! » et « Tout le pouvoir aux soviets ! ». Ce dernier slogan ne tarde pas à se transformer en simple « pouvoir du parti », et là, pris par la logique du « gouverner à tout prix », Lénine fait marche arrière, rogne et annule les conquêtes ouvrières (les usines ne sont plus autogérées mais nationalisées et dirigées par des fonctionnaires nommés par l'Etat, etc.), et conclue une paix qualifiée de « honteuse » par ses adversaires, car livrant aux Empires centraux toute l'Ukraine. Un corps expéditionnaire de 600 000 soldats allemands et autrichiens envahit cette dernière et met ainsi fin à une année de révolution sociale.

Désorienté par cette évolution de la révolution russe, Nestor Makhno décide d'accomplir un grand voyage à travers la Russie révolutionnaire. A travers ses pérégrinations, il constate la mainmise grandissante du nouveau pouvoir d'Etat sur la vie sociale et économique et l'écartement des travailleurs des décisions les concernant. Arrivé à Moscou, il a l'occasion d'y rencontrer, au Kremlin, Lénine. Au cours de cette entrevue, les deux conceptions de la révolution s'affrontent verbalement, avant d'en découdre sur le terrain par la suite.

Lutte contre les Blancs

De retour en Ukraine, dès juillet 1918, Makhno entreprend des coups de main audacieux contre les occupants et leurs alliés locaux, puis une véritable lutte de



Carte de l'Ukraine (*La makhnovtchina*, Hombourger F.).





libération nationale. Ce qui lui vaut la sympathie active de la population et l'appui de plus en plus nombreux de partisans, à tel point qu'il parvient à constituer une véritable armée de plusieurs dizaines de milliers de combattants.

Démoralisées par l'armistice de novembre 1918 avec les occidentaux et harcelées sans cesse par les partisans makhnovistes, les armées austro-allemandes quittent le pays dans les mois qui suivent. De nouveaux ennemis apparaissent à l'horizon : les régiments de gardes blancs — qui veulent un retour à l'ordre ancien — et les nationalistes ukrainiens, qui veulent un Etat bourgeois traditionnel. Pour des raisons essentiellement techniques — pénurie d'armes et de munitions — Makhno se voit amené à conclure une alliance avec l'armée rouge, dans laquelle ses unités sont incorporées pour tenir un front de 150 km.

Les Blancs et leurs alliés cosaques du Don et du Kouban, assistés par les Anglais mènent pendant des mois offensive sur offensive, pour enfoncer le front makhnoviste qui leur barre la route de Moscou, sans pouvoir réussir dans leur entreprise.

Hostiles à l'autonomie politique de la région (la population tient trois congrès de soviets libres durant ces mois), les bolcheviks, Trotsky en tête, sabotent le ravitaillement en armes et munitions des makhnovistes, provoquant délibérément l'effon-

drement de leur front, puis les accusent de trahison et les déclarent hors la loi. A la tête d'un carré de combattants sûrs, Makhno effectue alors une retraite de plus de 600 km vers l'Ukraine occidentale, poursuivi par les régiments d'élite des Blancs, d'un côté, et se heurtant aux Rouges de l'autre.

En septembre 1919, l'offensive du général blanc Dénikine est à son apogée, elle a mis en déroute toutes les armées rouges qui se sont présentées à elle, et son avant-garde parvient à 200 km de Moscou. Lénine s'apprête à se réfugier en Finlande, lorsque se produit un revirement inattendu : l'offensive des Blancs s'essouffle soudain, puis s'arrête net avant de refluer. Quelle en est la raison ? Par une extraordinaire volte-face, lors d'un affrontement terrible au sabre, Makhno a culbuté ses poursuivants, puis a dévasté tout l'arrière des Blancs, brisant les reins à leur offensive sur Moscou. C'est la confusion la plus terrible parmi les Blancs qui se disputaient déjà l'honneur d'entrer le premier à Moscou, les bolcheviks reprennent pied et suivent pas à pas le repli des Blancs, récoltant au passage tout le bénéfice de la lutte des partisans révolutionnaires et de leur sauveur Makhno.

Lutte contre les Rouges

Durant plusieurs mois, de nouveau, une période de liberté s'instaure dans toute l'Ukraine orientale, contrôlée entièrement par les makhnovistes. Une terrible épidémie de typhus se déclenche pendant

l'hiver 1920, elle décime les rangs des insurgés makhnoviste et Makhno, lui-même, manque d'être emporté par la maladie.

Mettant à profit la situation, l'armée rouge et les unités répressives du pouvoir bolchevik prennent le contrôle sur le pays et pourchassent féroce les makhnovistes. Ceux-ci se regroupent et attaquent à leur tour les Rouges, leur infligeant défaite sur défaite.

Pendant ce temps, la guerre polono-soviétique bat son plein ; les Blancs reconstitués en armée russe sous le commandement du baron-général Wrangel, avancent de Crimée, où ils étaient repliés, vers l'Ukraine orientale pour faire la jonction avec les cosaques du Don. L'armée rouge connaît de graves défaites face aux Polonais et aux Blancs, la débâcle s'installe dans son camp et les dirigeants bolcheviks font des avances à Makhno, en lui promettant toutes sortes de libertés et une autonomie quasi complète, s'il accepte de s'allier une nouvelle fois avec eux.

Une seconde alliance est conclue officiellement entre l'armée insurrectionnelle makhnoviste et les autorités bolcheviques. Un fort contingent de cavalerie et de mitrailleurs makhnovistes se joint à l'armée rouge, jouant le rôle de bélier en culbutant l'armée de Wrangel jusqu'à la presqu'île de Crimée. Là, ils contournent les lignes fortifiées de défense ennemies et forcent ainsi Wrangel à évacuer la Crimée.

Le règne du marxisme

Novembre 1920, la contre-révolution blanche est vaincue en Russie et en Ukraine,

on peut s'attendre à une paix générale... c'est sans compter avec la volonté hégémonique de Lénine et de son parti qui déclenchent traîtreusement une vaste opération militaire contre les makhnovistes. Makhno échappe de peu à l'encerclement et à l'anéantissement, puis opère une très longue randonnée à travers le pays. C'est le début d'une seconde et non moins terrible guerre civile, opposant cette fois-ci de nombreux groupes de partisans des soviets libres, c'est-à-dire d'un retour aux aspirations de 1917, contre un parti-Etat qui veut monopoliser la révolution à son seul profit. Cette lutte dure plusieurs années, mais Makhno, grièvement blessé, se voit obligé en août 1921, de passer la frontière roumaine pour se soigner. C'est le chemin d'un exil qui le conduit, après quatre ans de traque tchékiste à travers l'Europe, en France, à Paris, en 1925. Il y meurt de tuberculose en 1934, à l'âge de 45 ans (1).

Il aura passé près de vingt années à combattre l'autocratie tsariste pour construire une société nouvelle « sans maîtres, ni esclaves, sans pauvres, ni riches », et aura été défait par une nouvelle et encore plus terrible autocratie, dont le pouvoir ne cesse depuis de peser lourdement sur l'avenir du monde.

Alexandre Skirda

(1) Lire l'excellent ouvrage d'A. Skirda, Nestor Makhno, le cosaque de l'anarchie, 110 F, en vente à la librairie du Monde libertaire (note de la rédaction).



L'état-major makhnoviste au printemps 1919.

EN VENTE A LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

Homburger F.	
La makhnovtchina.....	28 F
Litvinov V.	
N. Makhno et la question juive.....	15 F
Makhno N.	
La lutte contre l'Etat et autres écrits.....	50 F
Menzies M.	
Makhno, une épopée.....	40 F
Mette I.	
Souvenirs sur N. Makhno.....	25 F
Skirda A.	
N. Makhno, le cosaque de l'anarchie.....	110 F
Ternon Y.	
Makhno, la révolte anarchiste.....	21 F
Voline	
La révolution inconnue (3 tomes). Chaque.....	18 F

L'AN PROCHAIN A COULAÏ-POLIÉ LETTRE OUVERTE A NESTOR MAKHNO

Cher Nestor Ivanovitch,

Usé par la vie d'exil et victime de vos nombreuses blessures, vous nous avez quitté, le 25 juillet 1934, pour un monde que les crédules espèrent meilleur. Peut-être vous serait-il agréable de recevoir quelques nouvelles de votre terre natale et être informé des événements qui s'y sont déroulés depuis ?

Au moment de votre disparition, l'Ukraine a connu une des pires calamités de son histoire : le régime stalino-bolchevik a réussi à briser la dernière résistance de la paysannerie, en utilisant l'effroyable arme de la famine provoquée, cela au prix de près de 6 millions de morts !

Peu après, l'Espagne a connu à son tour les joies et les malheurs de la tempête révolutionnaire. Si vous aviez été encore en vie, nul doute que vous y auriez participé de toute votre indomptable énergie et, qui sait, influé grandement sur son évolution. Ce ne fut là qu'un prélude à un embrasement général dans le monde : le national-socialiste Hitler et son cousin en bolchevisme, Staline, se sont alliés pour ravager la Pologne et les pays Baltes, puis l'Europe occidentale, avant d'en découler entre eux.

De nouveau, l'Ukraine a été envahie par les hordes teutoniques, pressées de s'emparer de ses riches ressources et de coloniser ses habitants. Pris entre deux maux, ceux-ci ont été amenés à choisir le moindre, à savoir l'armée rouge qui leur promet encore monts

et merveilles. Une fois, l'envahisseur bouté hors du pays, la vieille histoire se répète : on voulait recommencer l'asservissement antérieur. Là encore, des groupes de partisans se formèrent et s'opposèrent durant des années aux séides rouges, avant d'être difficilement réduits.

Selon certains témoignages, certains de ces groupes de partisans se réclamèrent du mouvement makhnoviste et arborèrent le drapeau noir. Peut-être que quelques-uns de vos compagnons, rescapés des tueries tchékistes, ont-ils pu reprendre ainsi votre combat commun et infliger de sérieuses pertes aux rouges ? L'Histoire nous le dira avec plus de précision un jour. De même, les insurrections qui éclatèrent dans les goulags, en 1953, ont été animées par des Ukrainiens qui hissèrent le drapeau noir. Etait-ce également le fait de quelques-uns de vos vieux compagnons ? Il y a peu de temps, Vladimir Borisssov, membre du S.M.O.T. expulsé d'U.R.S.S., nous a déclaré avoir été détenu dans un goulag en compagnie de quelques vieux makhnovistes, lesquels étaient enfermés donc depuis près de 60 ans !

Que sont devenus vos parents ? Vos nombreux neveux, en particulier ? Malheureusement, on peut douter de leur survie, les rouges ayant appliqué la tactique du « panier pourri », c'est-à-dire que s'il y avait une seule pomme atteinte, toutes les autres étaient considérées comme potentiellement avariées, donc à éliminer !

Quoi qu'il en soit, Nestor Ivanovitch, votre nom n'a pas disparu des souvenirs de la population, aussi bien que du régime, puisque celui-ci a créé un musée dans votre cher Goulaï-Polié, où sont exposées de soi-disant « horreurs » commises par vous et vos compagnons. Peut-être est-ce même pour cette raison que la localité n'a pas été rebaptisée du nom d'un quelconque thuriféraire bolchevik ?

Notons un regain d'intérêt pour votre mouvement et une redécouverte chez beaucoup de votre lutte exemplaire pour les soviets libres, preuve de l'actualité de cette voie. C'est ainsi que désormais vous apparaissez comme un précurseur de la cause révolutionnaire anti-bolchevique. Ainsi, le sens de votre combat s'éclaire de plus en plus avec le temps et nous aide tous à mieux nous orienter dans le projet d'émancipation sociale. Votre juste lutte est toujours nôtre et connaîtra inéluctablement son heure de succès. C'est alors, Nestor Ivanovitch, que nous nous donnerons rendez-vous à Goulaï-Polié pour poursuivre ce que vous avez si bien commencé : l'édification d'une société sans dieux ni maîtres ; sans pauvres, ni riches ; sans parti-Etat, ni tchékistes, en un mot d'une société anarchiste qui se remémorera de vous comme de l'un de ses plus ardents pionniers !

Recevez, cher Nestor Ivanovitch, l'expression de notre salut le plus libertaire et fraternel.

A.S.

art & pouvoir

PARADOXE des nénu- phares ; une histoire grosse d'un demi-siècle éjacule dans le cerveau le sperme blanchi au tintamarre des nuits et des grandes sources idéologiques. La culture et sa chasse gardée. Tout ça pue un peu l'anesthésiant. Depuis des temps chimériques, les pouvoirs joueront le poker d'as en termes comptables sur des cadavres. Les artistes maudits c'est de la vieille histoire, et pourtant... pas tant que ça. Le combat est politique, n'en déplaise à certains, et entre jusque dans les racines de l'organisation sociale entre lesquelles tout individu est quasiment noyé et perdant d'imagination. Castré.

Le ministère de ladite Culture dépense le budget qui lui est alloué pour vivre son expérience bureaucratique et paperassière. L'édifice entier est une escroquerie intellectuelle à l'échelle planétaire. Le contrôle, c'est

l'épouvantail pour rassurer l'évidence d'être fausse. Alors il faut tout planifier en pyramide et créer des monstres boîteux, des administrations de tout, incompetentes en tout.

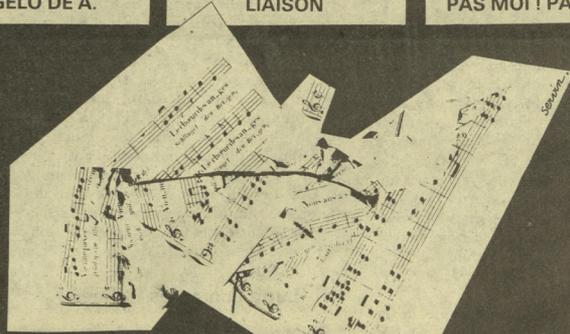
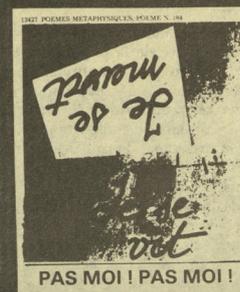
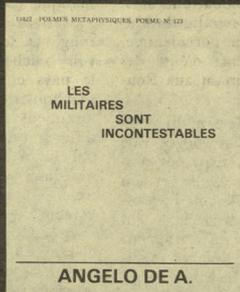
Nous vivons le Moyen-Age des idées. Après la « capote anglaise » et les « banques du sperme », peut-être s'inventera l'abolition de l'Etat.

A quoi peut bien servir la liberté d'expression s'il n'y a que des absents pour la réceptionner (sachant qu'un employé est absent du monde durant 50% du temps et que lieu public est devenu un monastère) ?

Depuis que la droite va à l'école des libertés avec ses pèlerins sous l'œil désabusé des oscars sexagénaires de gauche, on peut difficilement espérer de la culture officielle. Alors, faites vos jeux, seuls, sans rien demander à personne, et tout ira bien.

R.P.

POEMES METAPHYSIQUES



DES ARTISTES SE PRENNENT EN MAIN

QUATRE très jeunes artistes parcourent Paris à la recherche de lieux d'expositions aux conditions abordables ; ils y exposent à un rythme presque continu, soit séparément, soit ensemble, trois garçons et une fille unis comme une bande de jeunes ados attardés. Ils réinvestissent tous leurs gains en tracts, affiches, dépliants, pour faire connaître la formule de vente de leur peinture. C'est cette formule d'une rare efficacité qui leur permet de tenir ce rythme d'expositions dans des endroits plus ou moins marginaux et de diffuser leur paperasse tous azimuts.

Le Groupe Point-Quatre, puisque c'est son nom, vend ses œuvres par souscriptions. Chaque mois, la personne intéressée par le travail de l'un des leurs verse une mensualité qui peut être très minime (50 F), mais qui n'a pas de plafond. A bout d'une année, grâce au petit ou au grand capital investi, elle peut acquérir une ou plusieurs œuvres, et ça marche. Ça marche parce qu'avec un revenu très modeste on peut devenir propriétaire d'une œuvre qui plaît et aussi suivre de près l'évolution d'un artiste dans sa création et dans ses manifestations, puisque ces jeunes peintres ne sont pas avariés de contacts avec le public et ne considèrent pas non plus leurs œuvres comme des objets-tabous que l'on cache au fond de son atelier.

Leur expérience a lieu depuis début 83 et compte déjà cinquante souscripteurs, succès rare pour de très jeunes artistes, preuve que la formule est bonne. Mais si le Groupe Point-Quatre impulse dans cette formule tout l'enthousiasme de sa jeunesse, il n'est pas le seul. Le Groupe R, lui, composé de peintres de la maturité, va lentement mais sûrement d'un pas de sénateur et

emploie la même formule de souscriptions avec des modalités différentes ; il ne fait que trois expositions par an. Expérience beaucoup plus ancienne puisqu'elle a commencé il y a, plus de trois ans, le groupe R n'a cherché à se faire connaître, à ses débuts, que de son entourage, comptant sur l'efficacité de sa formule et la qualité de son travail pour agrandir son audience. Ils ont eu raison puisqu'ils comptent plus de cent vingt souscripteurs qui ont emporté près de trois cents œuvres depuis le premier jour. Cette lenteur voulue du début partait du principe qu'il s'agissait d'une expérience de laboratoire et qu'il ne fallait pas fausser le processus ; il fallait savoir s'il y avait véritablement un public prêt à aller de lui-même vers l'artiste, mais pour cela il fallait lui enlever certaines barrières ; par exemple, les galeries étant fermées aux heures où tout le monde travaille, il est difficile d'aller y contempler des tableaux. Partant de cette analyse, le groupe R n'ouvre ses expositions que cinq jours, mais de 16 h à 22 h dans la semaine et aussi le week-end.

L'efficacité de cette dernière association tient aussi au fait que les sept artistes qui la composent sont déchargés de toutes les charges administratives par trois gestionnaires qui sont payés de la même façon que les artistes ; en effet, dans ce groupe, le montant des souscriptions ne revient pas individuellement à chaque artiste, mais est partagé équitablement entre tous les membres. Cela ne fait point de jaloux parce que d'une exposition à l'autre les ventes s'équilibrent entre les œuvres de chaque artiste. L'adjonction de trois administrateurs à une bande d'artistes vient de l'expérience malheureuse d'un autre groupe (Okto) qui fut le véritable initiateur

de la formule puisqu'il démarra en 1974, mais qui dut s'arrêter malgré son succès parce que les artistes n'avaient pas le temps d'assumer toutes les tâches de gestion.

L'ambiance des expositions de ces deux associations est toujours chaleureuse ; l'artiste a enfin la possibilité de toucher son public, le voir, le connaître, discuter, nouer des relations amicales, et tout le monde s'en trouve bien, loin des attitudes froides et compassées que l'on a coutume de voir dans les vernissages qui ont toujours un côté mondain. Les toiles y sont également à des prix très abordables.

Comme on le voit, la formule est des plus souples et permet toutes les possibilités. A chacun, artiste et public, de s'y retrouver.

Il faut que les artistes prennent conscience que le gouvernement actuel est en train de mettre en place un art d'Etat ; sa seule aide à la création se fait par le biais des subventions, c'est-à-dire une aide directe qu'il donne ou retire suivant la docilité du créateur. Si dès à présent les créateurs ne mettent pas en place des structures leur permettant une autonomie complète vis-à-vis de tous, ils iront à l'asphyxie. C'est cette gestion autonome que pratiquent les artistes des groupes R et Point-Quatre, qui se sont tenus volontairement à l'écart des subventions, pour se prouver que l'expérience était viable. Ces expériences (il y en a probablement d'autres à Paris et en province) prouvent bien que contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, l'artiste est capable de gérer lui-même ses propres affaires.

Servin

Groupe Point-Quatre : 130, rue Lecourbe, 75015 Paris.
Groupe R : 14, rue Anatole-France, 94000 Créteil.

juste
un
regard
sur
Sade

SADE, un nom à l'origine de nombreuses polémiques ; le prononcer suffit à faire tourner de l'œil les cléricaux et à choquer dans leur pudibonderie les « libérés penseurs », de droite comme de gauche, ainsi que les extrêmes de ces deux parties. Aussi peut-il paraître intéressant de jeter un regard fugitif sur ce qui peut choquer de façon unanime ceux qui se sont essayés à lire Sade et ceux qui, du fait de l'existence du mot « sadisme », n'ont pas même osé ouvrir un des livres du « divin marquis ».

L'ouvrage qui réunit à merveille la pornographie et le pamphlet social dans l'œuvre de Sade est, sans conteste, *La Philosophie dans le boudoir* avec pour sous-titre : *Les Instituteurs immoraux*, car c'est bien d'éducation qu'il s'agit. Education amoureuse tout d'abord, d'une jeune fille à laquelle on enseigne les plaisirs de la chair. Bien évidemment, de nombreux raffinements sont là pour accentuer la diversité des situations, améliorant ainsi les connaissances et la volupté dans les rapports, de la violence aussi jusqu'à ce qu'elle soit poétique, la violence dans la passion, la subversion jusque dans le boudoir.

Les scènes d'amours homosexuel et incestueux sont là pour élargir le champ des possibilités d'étroite communication en se moquant des dogmes chrétiens, en les insultant surtout. Sade s'attache aussi à nous relater diverses techniques évitant aux femmes qui les pratiquent de se trouver enceintes et, dans les cas fort rares ou celles-ci s'y trouveraient, il prend parti sans équivoque en faveur de l'avortement.

Quelques années avant la parution d'un ouvrage comme l'*Essai sur le principe de population* de Malthus, Sade se prononçait pour la limitation des naissances de façon catégorique. Il se trouve être ainsi un des premiers défenseurs de cette cause.

Dans un chapitre intitulé ; *Français, encore un effort pour être républicain*, le marquis aborde le thème de la religion. Il est opposé au clergé, mais aussi à l'idée même de l'existence d'un dieu, et il va jusqu'à déclarer : « L'athéisme est à présent le seul système de tous les gens qui savent raisonner. » Il met en garde ses lecteurs contre l'établissement d'une république qui ne se débarrasserait pas de l'Eglise.

Ces quelques petits points rapidement étales suffisent à montrer que Sade n'a pas fait qu'écrire matière pour alimenter les fantasmes les plus variés. Même à son époque (seconde moitié du 18^e siècle et tout début du 19^e), l'accusation d'écritures insidieuses n'aurait pas suffi à l'envoyer trente ans en prison. Sade gênait les pouvoirs et sa belle-mère (sans rire), ceux-ci s'étant confondus à diverses reprises, et s'il gêne encore il serait temps qu'il soit dans toutes les bibliothèques des anticléricaux ainsi que celles des bons-vivants.

Duclos parlait des livres de Sade comme de livres que l'on ne lit que d'une main ; eh bien puissions-nous avoir dans l'autre de quoi fouetter bien des tyrans.

Jean-Luc Luyssen

AMIS

AUDITEURS

A PRÈS un an d'absence, c'est avec un grand plaisir que je retrouve un nouveau mandat pour mener à bien l'auto-financement de notre radio. Chacun d'entre vous a conscience du combat que nous avons mené ensemble pour obtenir une dérogation. Le bilan de l'année écoulée ? A la suite de la saisie et de la destruction de notre matériel, grande manifestation, réémission de Radio-Libertaire, gala de 2 jours avec 34 artistes, un gala exceptionnel avec Léo Ferré, l'achat du local contigu à notre studio. Un bilan... positif !

Mais maintenant que nous sommes « installés » sur la bande F.M., nous nous devons de satisfaire par nos programmes nos nombreux auditeurs et surtout d'inciter de nouveaux auditeurs à écouter 24 h sur 24 notre station.

Comme vous le savez, Radio-Libertaire a dit « non à la publicité ! » sur ses ondes depuis sa création. Elle refuse que ses programmes dépendent du bon vouloir de marques déposées. C'est pourquoi nous essaierons dans les mois à venir de mettre à votre disposition de nouveaux moyens de soutenir Radio-Libertaire.

Mais dès maintenant, n'hésitez pas à renouveler votre carte d'auditeur. C'est le premier moyen que nous avons mis en place et il est primordial pour la vie de notre station. Cette carte d'auditeur coûte 100 F, est valable un an et vous donne droit à des réductions sur les entrées de nombreux spectacles. Un effort particulier sera fait pour vous donner une liste complète des endroits accordant des réductions.

D'autres moyens sont à votre disposition :

- bons de soutiens : 100 F, 500 F ou 1 000 F ;
- badges : 6 F ;
- autocollants : 6 F ou 8 F ;
- transferts (petit format) 10 F et (moyen format) 15 F.

Radio-Libertaire n'a plus que 20 000 F en caisse. Cette somme n'est pas suffisante pour financer les travaux d'agrandissement nécessaires à notre studio.

Pour la rentrée, il faut que les finances de Radio-Libertaire soient rééquilibrées, afin de continuer avec vous notre ambitieuse entreprise.

50 000 F en 3 mois, c'est possible !

Une carte d'auditeur achetée par 500 auditeurs, faites le compte ! Au 6 septembre donc, pour un premier bilan.

Je vous souhaite de très bonnes vacances et j'espère que vous serez heureux de retrouver à votre retour votre radio : Radio-Libertaire. Amicalement

Nelly

La carte d'auditeur : 100 F

(Vos chèques sont à libeller à l'ordre de D.M.C.)

« L'ALMANACH DU PÈRE PEINARD »

NOTE DE LECTURE

V OICI enfin réédités certains numéros de cet almanach dont, à la fin du siècle dernier, le succès comme les tirages furent considérables. Lorsque paraît en 1889 le premier numéro du *Père Peinard*, Emile Pouget n'est pas encore ce militant syndicaliste qui jouera un si grand rôle dans la C.G.T., qui sera un des inspirateurs de la Charte d'Amiens et qui dirigera le journal confédéral, mais il a déjà derrière lui de nombreuses années de prison auxquelles vont s'ajouter celles qui lui vaudra son journal-pamphlet qui ne respecte rien de ce que le bourgeois de l'époque a créé pour se protéger de la colère populaire qui monte dans les entreprises et sur les chantiers.

On n'en finirait pas d'énumérer les ennus de Pouget avec la justice mais il faut rappeler cependant ceux que lui valurent, en compagnie de Louise Michel, le pillage des boulangeries de Grenoble pour distribuer le pain aux pauvres. Naturellement la parution de son journal se ressentira de ses séjours prolongés en prison, mais chaque fois que ce sera possible, il en reprendra

la publication qui s'échelonna de 1889 à 1902. Ce sont certains de ces numéros que l'éditeur a rassemblés dans un volume copieux et réjouissant.

Le style de l'auteur est clair et incisif, la langue n'est pas une langue d'argot classique comme celle qu'employa Victor Hugo dans certaines pages des *Misérables*, c'est un langage populaire que l'auteur forge lui-même en écrivant. Je veux en donner ici un extrait tiré de l'article *Jabotage entre bibi et son fiston*, pour faire voir son originalité mais également la différence entre son vocabulaire et celui des autres langages populaires. « Les autoritaires veulent conserver ce qui existe et tenir le populo sous leur coupe. Ils varient bougrement de couleur les uns aux autres : des fois même ils se chamaillent, — mais en fin de compte, ils se repapillottent sur le dos des prolos. »

En dehors du calendrier qui a un fumet du fameux calendrier républicain de la Révolution française et qui fait peut-être de Pouget l'héritier direct par la tournure d'esprit de Sylvain Maréchal, le « complice »

libertaire du Babeuf de la Conspiration des Egaux ; le *Père Peinard* est « farci de chouettes histoires et de galabeuses illustrations », indispensables, ajoute Pouget, « pour se tenir la rate en bonne humeur et se décrasser les boyaux de la tête ».

Mais ne nous y trompons pas, si on s'amuse à lire le *Père Peinard*, la critique de la société en place est impitoyable. Tout y passe, l'armée, les curés, les bourgeois, les politiciens de tous bords. Les illustrations qui rappellent celle de *l'Assiette au beurre* sont féroces. Emile Pouget fait payer cher à la bourgeoisie ses années de prison, d'exil et « les misères des pauvres bougres ».

Il faut lire Pouget (1) qui a une place à part parmi les militants ouvriers de cette époque et l'*Almanach* nous renseigne sur ces luttes difficiles dont notre mouvement anarcho-syndicaliste est sorti et qui nous sont contées par un des esprits les plus brillants de son époque.

Maurice Joyeux

(1) L'Almanach du Père Peinard, 1894-1899, Papyrus éditeur, en vente à la librairie du Monde libertaire, 98 F.

BANDE DESSINÉE

« ODILE ET LES CROCODILES »

De Chantal Montellier

L E nouvel album de Chantal Montellier est arrivé (1). Après avoir dénoncé dans ses précédents albums l'univers concentrationnaire et bureaucratique, les hôpitaux psychiatriques, les bavures policières, les manipulations génétiques ; après avoir mis en scène la commune ; aujourd'hui, elle nous conte une histoire de femme : « Je n'ai jamais osé en parler !... Le sort de toutes les femmes !... Je me demande parfois combien de femmes pensent encore des choses pareilles. ? » fait-elle dire à son héroïne.

L'histoire est celle, banale (presque un fait divers), d'Odile qui, violée par trois fils de « bourgeois », se retrouve à la place d'accusée lors du jugement. Parce qu'elle en a assez d'être une victime, parce qu'elle est traumatisée, parce qu'elle ne supporte plus cet univers d'« hommes-crocodiles », Odile doit tuer — par thérapie plus que par plaisir — pour ne pas se tuer elle-même.

Chaque meurtre est comme un symbole, un psychanalyste, un macho, un curé, un fasciste... mais parce que l'histoire n'est pas manichéenne, elle ne s'arrête pas là.

Les meurtres que commet Odile ne lui apporte aucun plaisir — elle n'est pas Jack l'éventreur au féminin —, au contraire, chaque meurtre la fait descendre dans son enfer. Et puis, tous les hommes qu'Odile rencontre ne sont pas des crocodiles ; il y a aussi des pauvres, des poètes. Quant au peu de femmes que rencontre Odile, lorsqu'elles ont le pouvoir, elles sont également des crocodiles.

Chantal Montellier est l'une des rares dessinatrices qui, aujourd'hui, osent encore contester l'ordre établi. Avec un dessin froid, noir, quasi suicidaire (auquel le rajout de couleur verte accentue l'effet glacial), Chantal Montellier, dans sa fable, fait sienne cette citation de Pasolini : « L'artiste ou l'écrivain, quel qu'il soit, s'il est digne de ce nom, conteste toujours ».

Un question à Chantal Montellier : pourquoi continuer à dessiner dans *Métal-Hurlant*, cette revue qui a perdu toute son acidité pour ne plus se pencher que sur l'esthétisme et les coups de fic ?

Jean-Pierre Levaray

(1) Odile et les crocodiles, éd. Les Humanoïdes associés.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

- Jeudi 5 juillet :
 - « A regard ouvert » (14 h à 15 h) : l'affaire Jacky Challot.
 - « Jazz en liberté » (22 h à 24 h) : la politique culturelle de la gauche et le dossier : subventions des festivals d'été.
- Vendredi 6 juillet :
 - « Emission spéciale » (18 h à 19 h) : Amnesty international, à propos des problèmes du Soudan.
 - « L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : Albert Jacquard, généticien, entre l'éloge à la différence et l'invention de l'homme.
- Samedi 7 juillet :
 - « Mon quartier, mon village » (8 h à 12 h)
 - « Rock en stock » (18 h à 20 h) : rythm' and blues et actualité rock.
 - « Prisons » (20 h à 22 h) : la prison en Italie.
- Dimanche 8 juillet :
 - « Ici Dieu, à vous Paris » (10 h à 13 h) : Robert Dalian et son anticléricalisme toujours actuel.
 - « Monde arabe... » (14 h à 15 h 30) : les minorités culturelles dans les pays arabes.
- Lundi 9 juillet :
 - « Près du radiateur » (17 h à 18 h) : une émission pour ceux qui ne partent pas en vacances.
- Mardi 10 juillet :
 - « Emission spéciale » (12 h à 15 h) : problèmes du chômage.
 - « Contre-Champ » (20 h à 24 h) : le magazine du cinéma : les grandes reprises de l'été.
- Samedi 14 juillet :
 - « Rock en stock » (18 h à 20 h) : spécial « Phil Ochs ».
- Dimanche 15 juillet :
 - « Paris-Banlieue-Blues » (17 h à 18 h) : la presse de la Fédération anarchiste.
- Dimanche 31 juillet :
 - « Paris-Banlieue-Blues » (17 h à 19 h) : « Tous à Malville, les 4 et 5 août ! ».

L'INCROYABLE SUPERCHERIE

DIMANCHE 24 juin, les partisans de l'enseignement privé étaient dans les rues de Paris afin de manifester leur « colère » : ils n'ont reçu que 95% du gâteau ! Au-delà du nombre de manifestants rassemblés, le fait le plus inouï demeure bien cette



incroyable supercherie, cette fantastique manipulation peut-être bien précédent.

En effet, pour qui se penche honnêtement sur le projet Savary (adopté en première lecture par l'Assemblée nationale), il est clair et évident que, non seulement la Gauche n'a pas (contrairement à ses engagements) abrogé les lois anti-laïques, mais tout au contraire, n'a fait que renforcer celles-ci. Bref, la loi Savary ne sera rien d'autre qu'une super-loi Guerneur, encore bien plus musclée.

Et c'est bien en cela que l'enseignement privé et ses partisans sont sur le point de remporter une véritable victoire historique qui, n'en doutons pas, sera lourde de conséquences.

Survolons quelque peu le projet Savary. Tout d'abord, dès l'exposé des motifs, le caractère propre (y compris confessionnel) de l'enseignement privé est re-

connu ; on précise même que ces établissements concourent au service public.

Le financement par des fonds publics des établissements privés est ensuite légitimé. Précisons d'ailleurs, ce qui est essentiel, que le point de désaccord ne porte que sur une part infime de ce financement, celui qui provient des budgets communaux. Pour le reste, l'Etat financera sans aucune restriction, tout comme en 1983 où le privé a reçu 1 890 milliards d'anciens francs. Pire même, les contrats simples disparaissant au profit des contrats d'association (les frais de fonctionnement de l'établissement sont alors également pris en charge par l'Etat), c'est environ un milliard de francs lourds supplémentaires que le privé va recevoir !

Quant aux communes qui refuseront de payer, pendant onze ans l'Etat se substituera à elles. Passé ce délai, deux cas de figure se présentent : ou 50% des maîtres de l'établissement sont titularisés, la commune est alors dans l'obligation absolue de payer, sinon cette part de financement, infime rappelons-le, pourrait disparaître. Mais d'ici là, le Parlement aura eu à réexaminer cette loi.

On le voit, jamais une loi n'a été aussi réversible : il n'y a aucune raison pour que la gauche soit plus laïque dans onze ans qu'aujourd'hui (je serais même prêt à parier le contraire !); enfin, d'ici la fin de ce délai, se seront déroulées deux élections législatives et une présidentielle. De quoi donc tout remettre en cause ! Chirac et ses amis n'en font d'ailleurs pas un secret !

Ajoutons pour finir que, même dans la titularisation, les enseignants du privé resteront astreints à la notion de caractère propre et que leurs chefs d'établissement, aux pouvoirs considérables restés intacts, sauront y veiller.

On le voit donc, les cadeaux sont de taille. Nos ministres, malheureux qu'on puisse à ce point boudier leur offrande, ne disent d'ailleurs pas autre chose. Ainsi, tout dernièrement sur Antenne 2, Jacques Delors expliquait que la loi apportait des garanties nouvelles à l'enseignement privé.

Mais l'aveuglement ne touche pas que nos hommes de droite ou d'Eglise, il touche aussi (et c'est sûrement encore plus grave) le camp laïque. Ainsi, J.-C. Barabant, secrétaire général du

S.N.I.-P.E.G.C., écrivait dans un éditorial du 22 mai dernier : « Pas satisfaits, mais soulagés... in extremis, la gauche a su avoir le sursaut qui lui a évité le risque et la faute d'inscrire la loi Savary au même fronton que les lois Marie/Barangé/Debré/Guerneur... » Il fallait quand même pouvoir l'écrire !

Nous vivons donc une incroyable époque de confusion, où les aveugles sont rois. Mais chacun le sait : il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir ! A partir d'une fantastique manipulation, parfaitement orchestrée par l'ensemble des médias, le privé a donc réussi sa manœuvre, réunissant tout ce que la France compte de forces réactionnaires : droite, extrême droite, militaires et curés ! Fort de cette réussite, il va demander plus, toujours plus. Comme le Comité national d'action laïque renonce plus, toujours plus, et que le gouvernement se couche plus, toujours plus, prêt à concéder de nouveaux privilèges, de sombres nuages s'amoncellent au-dessus de nos têtes. D'où viendra donc le sursaut si nécessaire ?

J.-M. Bavard
Liaison F.A. de Noyon

ÉCHANGES INTERCULTURELS A L'ÉCOLE

PARTANT du constat d'une mauvaise intégration des enfants d'immigrés à l'école, certaines équipes d'instituteurs, inspecteurs, ou associations (A.S.T.I. et autres) ont créé, dans certaines écoles, une dynamique d'échanges de cultures des différentes nationalités des enfants accueillis.

Une expérience intéressante

Pour exemple, je retiendrai une expérience (1) de ce type dans une école maternelle du Havre. L'équipe d'instituteurs qui en est à l'origine, explique les buts recherchés : « La population de notre quartier comporte une forte proportion de familles migrantes. Nous voulons donc, dans un premier temps, lancer une action qui permettrait une meilleure adaptation des enfants de ces familles à notre école.

« Il s'agira, ensuite, de mieux connaître et faire connaître leurs pays d'origine afin de mieux ajuster notre pédagogie et de créer une meilleure compréhension entre parents-enfants français et parents-enfants étrangers ». Les parents volontaires de chaque nationalité organisent, à tour de rôle, le samedi matin, une présentation de leur pays.

L'école accueille des petits sénégalais, portugais et maghrébins. Les parents expliquent les coutumes, donnent un aperçu de leur culture. Les pays sont pris à tour de rôle et correspondent à des thèmes de vie de la classe, c'est-à-dire que pendant tout le mois qui précède la réunion, on parle plus particulièrement de ce pays en classe. D'abord timides, les parents ont été intéressés, ils se sont investis activement dans la préparation des rencontres, comprenant peu à peu l'intérêt de tels échanges pour leurs enfants et pour eux-mêmes. Poèmes, diapositives, musiques, danses et cuisine du pays sont accueillis avec beaucoup d'intérêt par les parents — de toutes nationalités — invités et les enfants. Une maman tunisienne est venue faire avec les enfants des bonbons de son pays. On parle des coutumes : les rites du mariage, l'éducation des enfants.

Des buts atteints

Dès le début de ces rencontres, les instituteurs ont remarqué un changement dans le comportement des parents, mais aussi des enfants. Ils parlent d'une meilleure compréhension mutuelle, une envie de se par-

ler, de faire ensemble, et de faire tomber le mur de l'incompréhension, de l'indifférence.

L'amitié, l'entraide entre les familles de nationalités différentes commencent à se développer. Les enfants se sentent plus à l'aise dans la classe — peut-on parler de réel épanouissement, comme l'affirment les enseignants de cette école ?

En tout cas, l'un des points positifs d'une telle expérience est de montrer la richesse d'une cohabitation de familles de différentes nationalités et plus particulièrement des enfants dans l'école. Plus que la somme d'individus différents, elle permet un réel échange, un enrichissement mutuel vers la connaissance de l'autre.



Les expériences pédagogiques et leurs limites

Sujettes aux bonnes volontés des instituteurs et des parents, ces expériences restent très partielles. En maternelle, par exemple, elles se déroulent le plus souvent le samedi matin. On ne va pas tout de même bousculer les programmes ! Ce serait perdre son temps en primaire ; « on » n'a pas du tout envie que cela se répande et c'est très bien que tout ceci ne reste qu'au stade de l'expérience !

Eh bien, quelles sont ces limites ? Ce sont tout simplement celles fixées par les inspecteurs, les programmes, les structures de l'école elle-même. En fait, tous les gens de bonne volonté, prêts à consacrer leur temps et leur argent (aucun budget n'est prévu pour les échanges dans les écoles), servent de caution au gouvernement qui va se targuer d'être à la pointe en matière d'« innovations pédagogiques », et d'« épanouissement des enfants »,... des mots que les socialistes emploient couramment. On « récupère » pour un an ou deux, ces enfants en difficulté, dont les problèmes ne se résument pas à une simple inadaptation pédagogique, mais bien à une réalité sociale globale de misère et d'humiliation. Quel avenir leur prépare cette même école ?

Epanouissement de tous les enfants, de tous les individus

Ce ne sont pas seulement les enfants d'immigrés qui sont en difficulté dans l'école, mais, en fait, une importante majorité d'enfants. Il suffit de voir le taux d'échecs scolaires. L'école est autoritaire, elle impose des normes, crée une sélection et participe à la formation des ghettos. L'école actuelle est incapable de prendre en compte chaque enfant, sa sensibilité, sa différence, qui est source d'enrichissement, elle est contraire au pluralisme, condition indispensable à l'épanouissement de chacun.

Echanges, oui ; mais quelles structures ? Il faut ouvrir l'école nous dit-on ! Mais alors, ouvrons-la complètement ! Faisons éclater ses structures qui figent le temps et nous imposent un « savoir unique » et à sens unique, détenu par les enseignants. L'éducation est globale, elle concerne les parents, les associations, ... et elle concerne tous les âges.

Avoir la possibilité d'apprendre partout, dans tous les domaines, à tout âge, et chacun à son rythme, cela signifie, pour les libertaires, une remise en cause du système scolaire, mais aussi du système économique et social tout entier. L'école est un espace restreint que l'on ne peut changer sans changer le reste, tous les espaces de notre vie.

Virginie
Gr. de Rouen

(1) Le récit de cette expérience est fait dans un numéro de Ecoles normandes du mois de juin 83.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.